

RELIGION
**Jeunes
cherchent
plan culte**

PAGES 10-13

JEUX VIDÉO
**Microids,
éditeur
cocorico
aux projets
riquiquis**

PAGES 24-25

A large, close-up portrait of Emmanuel Macron, looking slightly to the left with a serious expression. The background is a soft, out-of-focus blue and green.

Libération

LE MÉPRIS

Emmanuel Macron a annoncé lundi soir exclure l'option d'un gouvernement
Nouveau Front populaire, au nom de la «stabilité institutionnelle» • PAGES 2-4

DENIS ALLAUD



ÉDITORIAL

Par
DOV ALFON

Impuissance

Il était une fois...

— Un président ! vont dire mes lecteurs.

En bien non, chères lectrices, que nenni, chers lecteurs, vous vous trompez. Il était une fois... un morceau de bois. Et si Carlo Collodi a inventé les aventures de Pinocchio dans l'Italie rurale du XIX^e siècle, que dirait-il d'une marionnette qui dans son palais élyséen essaie de faire le beau mais reste manipulé par les menaces de l'extrême droite, par les fabulations de ses conseillers du soir et par ses propres chimères, à commencer par celle de comprendre ce que veulent les Français ? Le communiqué d'Emma-

nuel Macron, annonçant tranquillement l'écartement de la possibilité d'un gouvernement du Nouveau Front populaire, le mouvement arrivé premier aux élections législatives, est une atteinte aux principes démocratiques. Mais il est aussi un aveu d'impuissance : le Président ne peut faire autre chose que danser au bout des fils.

Avec sa prétention d'agir au nom de « la stabilité institutionnelle de notre pays », Emmanuel Macron frise le ridicule : c'est lui qui a déstabilisé le pays avec une dissolution surprise de l'Assemblée nationale sans aucune concertation. Avec sa proclamation d'ouvrir dès ce mardi un « nouveau cycle de consultations », et ce avec des personnalités « se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République », il vire au mépris. Cela fait des années que le chef de l'Etat n'a pas écouté de personnalités distinguées, ce n'est pas ce mardi qu'il

va commencer.

Inquiets – et à juste titre – d'avoir à la tête du pays un président prêt à mettre la France à feu et à sang pour faire passer une « réforme » des retraites sans aucune logique économique ou sociale, les électeurs ont décidé d'équilibrer le pouvoir exécutif par le choix d'un mouvement politique rallié à un programme de gauche. Pour faire bonne mesure, l'immense majorité des électeurs ont voté pour des partis rejetant le macronisme. Aucune consultation, distinguée ou pas, ne pourra changer cela.

Condamnant l'attaque du Capitole par les partisans de Donald Trump, le 6 janvier 2021, Emmanuel Macron avait publié un autre communiqué, exprimant sa confiance et son soutien dans la force de la démocratie américaine. Son communiqué de lundi soir exprime exactement le contraire pour la démocratie française. ♦

Emmanuel Macron,
à Paris, le 12 août.

PHOTO STÉPHANE
LAGOUTTE MYOP

Matignon Macron crée un bazar sans nom

Le chef de l'Etat, qui a clos lundi ses consultations avec les partis, a rejeté dans la soirée tout gouvernement NFP, sans pour autant être en mesure de désigner qui succèdera à Gabriel Attal.

Par LAURE ECUY et NICOLAS MASSOL



Après avoir laissé décanter tout l'été, il se trouve fort dépourvu (de Premier ministre), une fois la rentrée venue. Si Emmanuel Macron n'a toujours pas d'inspiration pour Matignon, il a du moins rayé un nom, s'offrant le luxe d'écarter la « candidate » désignée par le Nouveau Front populaire, pourtant arrivé en tête des élections législatives. Anticipant, lundi soir dans un communiqué, le fait qu'un gouvernement dirigé par Lucie Castets, « sur la base du seul programme et des seuls partis » de l'alliance de gauche, serait « immédiatement censuré » à l'Assemblée nationale, l'Elysée, sans jamais citer la haute fonctionnaire, ne lui donne même pas l'occasion de tenter le coup. « La stabilité institutionnelle de notre pays impose donc de ne pas retenir cette option », balaise la présidence de la République. « Emmanuel Macron considère que Lucie Castets sauterait direct et que ce serait étrange de nommer une femme qui se ferait tout de suite renverser », complète une ex-ministre qui a échangé avec lui dimanche. Le 23 juillet, le chef de l'Etat avait déjà renvoyé la gauche unie à sa position minoritaire dans l'hémicycle, où elle dispose de 193 sièges sur 577. « Il est faux de dire que le Nouveau Front populaire aurait une majorité quelle qu'elle soit », avait-il argué, décrétant une commode « trêve » olympique. Ni les cinquante jours écoulés depuis le second tour des législatives, ni le grand oral qu'il a fait passer vendredi à la Première-ministre du NFP, ni le coup habile de Jean-Luc Mélenchon suggérant un possible soutien sans participation de La France insoumise à un gouvernement Castets n'ont infléchi la position présidentielle. « Ma responsabilité est que le pays ne soit ni bloqué, ni affaibli », estime-t-il, à l'issue de ces deux jours de tractations avec les partis... qu'il mouille aussi, les priant de « se hisser à la hauteur du moment ».

AGENDA CHARGÉ

Repartis pour un tour, les mêmes responsabilités politiques sont donc convoqués, dès ce mardi, à un second round de consultations, cette fois élargies à des mystérieuses « personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République ». L'Elysée ne précise pas le calendrier de ces entretiens, mais vu l'agenda présidentiel – ouverture des Jeux paralympiques mercredi, déplacement en Serbie jeudi et vendredi – la désignation d'un Premier ministre pourrait encore être reportée de plusieurs jours. Les représentants du NFP, qui voient leur prétendante écartée, acceptent-ils de retourner à l'Elysée ? Avant même l'annonce de la présidence, les dirigeants de partis de gauche et Lucie Castets, soupçonnant le chef de l'Etat de « continuer à tergiverser », ont de nouveau exigé la nomination de cette dernière et averti, dans un communiqué commun, qu'ils ne participeraient « de prochaines discussions [...] que pour travailler sur les modalités de cette cohabitation ». « Le président de la République vient de créer une situation d'une exceptionnelle gravité. La réplique populaire et politique doit être rapide et ferme », a tweeté sur le réseau X, Jean-Luc Mélenchon, réitérant sa menace de dépôt d'une motion de destitution (lire réactions ci-contre). En quête d'une « solution institutionnellement stable » ou d'un miracle vu le paysage politique en mille morceaux – Macron croit, lui, encore possible de dégoter un autre Premier ministre immunisé contre tout risque de censure. Il note que les partis EPR, Modem, Horizons, les Radicaux et UDI – lesquels composent le camp présidentiel – et le petit groupe indépendant Liot, « se sont montrés ouverts à soutenir un gouvernement dirigé par une personnalité qui ne serait pas issue de leurs rangs ». « La Droite républicaine [le groupe des députés Les Républicains, ndr]

a défini ses lignes rouges, détaillé son pacte législatif sans s'engager à un vote du budget ni à un soutien ou une participation au gouvernement », relève-t-il encore. Le Président appelle le PS, les écologistes et les communistes, qui « n'ont à ce stade pas proposé de chemins pour coopérer avec les autres forces politiques », à « le faire ». Comme si ces composantes du NFP allaient si facilement tirer un trait sur leur option Castets...

Les autres partis d'opposition ont contribué, au passage, à canarder cette hypothèse. Reçus lundi matin, avec le même cérémonial que leurs homologues du NFP et du bloc central, Jordan Bardella et Marine Le Pen, passés à leur tour par les jardins de l'Elysée, ont confirmé, deux heures plus tard, leur intention de censurer tout gouvernement issu de la gauche. « Il n'est pas question de laisser une politique qui viserait à aggraver considéra-

ment l'immigration, régulariser les clandestins, supprimer la loi antiterroriste et autres choses qui, je crois majoritairement, sont rejetées dans le pays », avertit la députée du Rassemblement national, redoutant qu'une Première ministre de gauche puisse gouverner par circulaire ou décret et appelant, pour l'éviter, à une session extraordinaire de l'Assemblée avant la rentrée officielle d'octobre.

« CES PARTIS SONT DANGEREUX » « L'idée qu'il y ait un gouvernement du NFP où il n'y aurait pas de ministre insoumis ne change strictement rien, c'est LFI et donc c'est Jean-Luc Mélenchon qui dirigera en réalité ce gouvernement », justifie Le Pen, qui avait pourtant promis, par la voix de ses porte-parole, de ne s'opposer qu'à des gouvernements constitués de ministres insoumis et écologistes. Reçu ensuite, le nouvel al- Suite page 4

La gauche dénonce le « déni » du Président

Après l'annonce de l'Elysée, les partis du Nouveau Front populaire accusent Emmanuel Macron d'abus de pouvoir.

« Une honte », « un déni », « une décision d'une exceptionnelle gravité »... Les alliés de la gauche ne mâchent pas leurs mots, alors que Macron se refuse à laisser le Nouveau Front populaire aux manettes de l'Etat. LFI a immédiatement dénoncé dans un communiqué « une décision d'une exceptionnelle gravité ». « Encore un abus de pouvoir ! Et que veut dire [Emmanuel Macron] ? A-t-il trouvé une autre majorité parlementaire disponible ? De quoi, de qui s'agit-il ? » Et les insoumis de marteler que « toute proposition de Premier ministre autre que Lucie Castets fera l'objet d'une motion de censure » avant d'appeler à « des marches pour le respect de la démocratie ». « Dans ces conditions, la motion de destitution sera présentée par les députés insoumis », conclut le communiqué.

« Coup de force ». Mélenchon enchaîne, sur X : « La réplique populaire et politique doit être rapide et ferme », martèle le candidat aux trois dernières élections présidentielles. « La motion de destitution sera déposée. Le moment venu, la censure d'un gouvernement de droite viendra. Mais les organisations attachées à la défense de la démocratie devraient engager une réplique commune. » Même colère pour

Mathilde Panot qui promet à son tour sur X que « si le président de la République s'entête dans son déni, nous engagerons contre lui une procédure de destitution ». Tandis que Manuel Bompard s'est exprimé sur BFMTV pour alerter quant à un « coup de force antidémocratique inacceptable » basé sur une « argumentation qui n'a aucun sens ». Avant de garantir que LFI ne participera pas aux nouvelles tentatives de consultations.

Du côté des Ecologistes, si l'on ne parle pas encore de destitution, l'indignation est la même. Leur secrétaire nationale, Marine Tondelier, insiste sur X : « Le communiqué d'Emmanuel Macron est une honte », déplorant « l'irresponsabilité démocratique dangereuse » de Macron. Sans tomber dans le défaitisme pour autant, Tondelier garantit que le NFP va continuer à se « battre pour respecter la volonté des Français : les trois quarts d'entre eux veulent une rupture politique avec la macronisme. Nous la leur devons ». Sandrine Rousseau résume quant à elle en quelques mots l'état d'esprit des partis de gauche sur X : « On atteint la ligne rouge ».

Pour Fabien Roussel, cette limite se traduit par une décision claire : il ne se rendra pas ce mardi à l'Elysée, comme demandé par Macron à toutes les forces politiques. « Si c'est pour nous faire venir pour nous demander de constituer un gouvernement qui continuera la politique [actuelle] au nom de la stabilité économique ou politique, ce n'est pas la peine que nous venions. Nous n'irons pas à l'Elysée », lâche-t-il à

BFMTV. « J'irai si c'est pour contraindre avec Lucie Castets un gouvernement large, ajoute le communiste. Nous avons dit que nous sommes prêts à faire un gouvernement pas qu'avec des socialistes, communistes ou écologistes. Ils ne veulent pas de ça, ils ne veulent pas le changement, ils vont ouvrir une crise grave dans notre pays et ils en assumeront les conséquences. »

Fermer la porte. Enfin, le PS, à travers sa porte-parole, Chloé Ridel, a vivement critiqué « coup de force du Président », qualifié d'« insupportable ». « Ses consultations n'étaient qu'un simulacre – il en connaissait déjà l'issue : le rejet d'un gouvernement de gauche, parce qu'il en refuse et méprise le programme. Quelle autre coalition que le NFP permettrait à la fois d'incarner l'alternance qu'ont souhaitée les Français et d'être plus "stable" ? Aucune. »

Dans un communiqué publié lundi soir à l'issue d'une série de consultations avec les partis politiques menées par le Président en vue de nommer un Premier ministre, Macron a clairement fermé la porte à l'option d'un gouvernement « sur la base du seul programme et des seuls partis » du NFP au nom de la « stabilité institutionnelle », selon un communiqué de l'Elysée. Une décision qu'il justifie par le fait qu'un tel exécutif « serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale » et « la stabilité institutionnelle de notre pays impose donc de ne pas retenir cette option ».

CASSANDRE LERAY



Suite de la page 3 lié du RN, Eric Ciotti, frappe toutes les formations de gauche du même anathème. «*Tous ces partis sont dangereux parce qu'ils portent un projet extrêmement pernicieux et menaçant pour le pays*», déclare le patron du groupe de seize députés. Les macronistes gardaient aussi le doigt sur la détenté au cas où la prétendante du NFP s'installait rue de Varenne... avec des insommes ou pas. Dans un message adressé lundi aux députés du groupe EPR, Gabriel Attali dénonçait «*un simulacre d'ouverture*» tenté par Mélenchon et y voit, sans crainte l'absurde, «*une tentative de coup de force*». Le Premier ministre, qui gère les affaires courantes depuis quarante et un jours, juge «*inévitable*» la censure d'une équipe NFP. Quitte à étendre la ligne

rouge fixée en juillet: au-delà d'éventuels ministres LFI, ce sont désormais les mesures portées par la gauche qui coïncident. «*Les programmes du NFP et de LFI ne font qu'un. On ne peut pas être ceux qui le cautionnent ce projet ni l'abrogation de nos lois*», prévient Guillaume Kasbarian, ministre du Logement démissionnaire. Deux mois après avoir joué le jeu du système républicain avec la gauche pour contrer l'extrême droite, le camp présidentiel est donc sur la même ligne que le RN pour barrer la route de Matignon au NFP.

LE RN VEUT UN RÉFÉRENDUM

Pour le reste, les consultations à l'Élysée, qui se sont achevées lundi par un entretien avec le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher,

n'ont guère fait avancer le schmilblick. Les leaders d'extrême droite n'ont aucune intention d'aider le Président à sortir de la nasse. «*Avant même les élections, nous avons dit: s'il y aura une majorité stable RN, soit ce sera le chaos. Emmanuel Macron a choisi le chaos [...] donc je ne peux pas vous apporter de solution*», grince Marine Le Pen, dont le mouvement a régulièrement appelé à la dissolution de l'Assemblée nationale. Encore ulcérée par le front républicain qui a privé son poulain, Jordan Bardella, de Matignon, elle écarte l'hypothèse d'un gouvernement technique et réclame au chef de l'État, faute de majorité au sein de l'hémicycle, un référendum sur l'immigration. Le matin même, sur RTL, Laurent Jacobelli, porte-parole

du RN, voyait dans une nouvelle dissolution de l'Assemblée, possible à partir de juin 2025, «*la solution la plus probante pour trouver une nouvelle majorité*», en espérant que cette fois-ci sera la bonne. Peu disposé lui-même au compromis, Eric Ciotti a acté, non sans plaisir, l'échec des discussions élysées. «*Manifestement la décision n'est pas imminente*», croit comprendre le Niçois. Mais Macron peut-il encore jouer les prolongations? «*Qu'il sorte un nom de Premier ministre. On va atteindre la limite de l'acceptable. On est à un niveau de pression tel qu'il doit refiler la patate chaude à quelqu'un*», implore un député EPR, convaincu qu'une nomination «*fera hurler les premiers jours puis obligera chacun à bouger*». Au forceps. ◀

Le Medef pleure le macronisme

Lors de son université d'été, exceptionnellement dépourvue de discours de ministres faute de gouvernement, le mouvement patronal a passé son temps à regretter une période bénie et à disqualifier le programme de gauche.

C'est un nouvel effet de la vacance du pouvoir. Quand il fait le déplacement sur l'hippodrome de Longchamp (Paris) pour la «*rencontre des entrepreneurs de France*» (REF), l'université d'été du Medef, le membre d'un gouvernement démissionnaire ne monte pas sur scène. Il ne donne pas une «*keynote*» dans laquelle il dit «*ne pas savoir*» ce que sont les «*superprofits*», comme Bruno Le Maire il y a deux ans, ne prononce pas de discours comme la Première ministre Elisabeth Borne l'an dernier, ne participe pas aux tables rondes.

«**Deuil.**» Ils n'étaient que deux ministres à s'asseoir au premier rang lundi après-midi pour l'ouverture de la REF, Bruno Le Maire, en charge de l'Économie et des Finances depuis sept ans, et Guillaume Kasbarian, délégué au Logement depuis sept mois. Le premier a eu droit à un hommage appuyé du président du Medef, Patrick Martin: «*Tu as été un artisan déterminé et déterminant de ces politiques pro-entreprises*». Pour expliquer l'ovation qui a suivi, un patron se fait nostalgique: «*C'était le bon temps des baisses d'impôts sans réduction de dépenses*», avant d'ajouter «*on a fait notre deuil de cette période, il y a eu un vote*».

Pour la première fois, ce sont, après le discours de Patrick Martin, la présidente de l'Assemblée, la macroniste Yaël Braun-Pivet, réélue au perchoir avec les voix de la droite en juillet, puis le président du Sénat, le LR Gérard Larcher, qui ont ouvert les discussions de la REF, où une soixantaine de parlementaires sont attendus. Tous deux reçus le même jour à l'Élysée dans le cadre des consultations en vue de la nomination du ou de la Première ministre. Les orateurs ont changé, les demi-



Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet, avec le président du Medef, Patrick Martin, lundi.

res élections ont placé la gauche en tête, le terme de coalition est entré dans le vocabulaire, mais le discours économique défendu sur cette scène, lui, n'a pas varié. Si le nom du Nouveau Front populaire (NFP) ou celui de Lucie Castets, dont Macron a écarté la candidature lundi soir (lire ci-dessus), n'est pas été prononcé – seul Patrick Martin, qui jouait déjà en juin avant le premier tour des législatives le programme du NFP autant, voire «*plus dangereux*» que celui du RN, parle désormais du «*programme de LFI*» –, disqualifier

«Si les mesures du NFP sont appliquées, il y aura en face un Medef combatif.»

Geoffroy Roux de Bézieux
ancien président du Medef

le programme de la gauche a occupé une bonne partie de leur temps de parole.

«**Combatif.**» Avant la fin de non-recevoir envoyé par Macron à la gauche, la REF ne s'est pas gênée pour commenter son programme. L'abrogation de la réforme des retraites, première décision que Lucie Castets prendrait à Matignon? De la «*pure dénégation*», a jugé Gérard Larcher tandis que, pour Patrick Martin, «*ce serait un signal terrible pour les marchés*». Sans citer la réforme, Yaël Braun-Pivet a préconisé: «*Ce qu'il faut éviter, c'est d'avoir une politique qui détruit par dogmatisme ou par électoratisme les réformes qui ont produit les résultats*». La hausse du smic à 1600 euros? «*Les effets en seraient ravageurs*», a jugé le patron du Medef, tandis que le président du Sénat a jugé cette hausse «*illusoire*». Le changement de la politique fiscale?

Patrick Martin pense que «*revenir sur la fiscalité du capital*» serait une «*autre décision redoutable*». La présidente de l'Assemblée défend la taxation des superprofits contenue dans le pacte législatif des macronistes, mais guère plus: «*Si je peux dire oui à une taxation raisonnée, je dis non à la surtaxation, la fiscalité doit encourager l'audace, pas punir la réussite*». Elle juge d'ailleurs que «*la France ne peut pas se permettre de jouer aux apprentis sorciers de l'économie. Ce sont les plus fragiles, ce sont nos services publics, ce sont nos petites et moyennes entreprises qui seraient d'abord les victimes du chaos économique*». Et ainsi de suite. Un sujet partagé par ces trois-là diffère tout de même avec la politique d'Emmanuel Macron, et est aussi défendu par la gauche: celui de la défense du parlementarisme et du dialogue social. Dans l'assistance, Geoffroy Roux de Bézieux, le précédent président

du Medef résume: «*Sur le pouvoir d'achat, sur la mesure symbolique sur les riches et sur la réforme des retraites, trouver un compromis réaliste n'est pas évident. Si les mesures du NFP sont appliquées, il y aura en face un Medef combatif*». Un peu plus loin dans l'hippodrome, un conseiller de l'ancienne majorité présidentielle soupire après les discours: «*C'est comme s'ils n'avaient pas perdu, ils sont tous dans le déni*».

**ANNE-SOPHIE
LEGHEVALIER**
Photo ALBERT FACELLY

LIBÉ.FR

Billet Patrick Martin agite de vieilles peurs contre le programme de la gauche. Ses mots sont ceux de la macronie et ses objectifs les mêmes que ceux du patronat en 1936, 1968 ou 1981.



Laissez vous porter

Gratuite, libre et infinie,
La radio 100% musicale, tous les jours différente.
Laissez-vous porter, Fip s'occupe de tout.



La curiosité
en boucle

PRÉSIDENTIELLE ALGÉRIENNE

La Kabylie lassée de la «mascarade électorale»

A l'approche du vote du 7 septembre, la région du nord du pays, dont la participation lors du précédent scrutin présidentiel était proche de zéro, continue de se tenir loin des élections. Réputée frondeuse, elle a longtemps été délaissée par Alger, nourrissant la frustration de ses habitants.

Par
KHADIA BOUZID
Envoyée spéciale en Kabylie

Avant de monter dans sa voiture, Mohand jette un regard par-dessus son épaule pour s'assurer que personne ne le suit. Il est venu se recueillir sur la tombe du chanteur Matoub Lounès, enterré juste devant sa maison, à Taourirt Moussa, village de Kabylie situé à 20 kilomètres au sud de Tizi Ouzou. A peine a-t-il terminé sa prière que l'homme de 31 ans quitte précipitamment le petit mausolée qui abrite la sépulture de l'artiste, dont l'assassinat en 1998 est vécu comme un sacrifice pour la cause berbère et la liberté d'expression.

La tension reste très vive dans ce village depuis l'arrestation d'un groupe de militants ayant assisté, le 25 juin, à la cérémonie marquant le 26^e anniversaire de la disparition de ce symbole de la résistance en Kabylie. Dont l'enseignante Mira Moknache, actuellement en détention provisoire. «Comme si déposer une gerbe de fleurs sur une tombe était un crime», murmure Mohand. Son téléphone sonne, il apprend qu'une quinzaine de citoyens ont aussi été arrêtés à Béjaïa, la plus grande ville de la région. «C'est de la persécution. Sur le plan des libertés, le régime ne nous concède aucune trêve», s'énervent son cousin, fervent militant pour la libération des détenus d'opinion.

Perché sur les montagnes, le village, avec ses murs ornés de fresques glorifiant les figures de la résistance kabyle, n'a pas encore plongé dans la campagne électorale alors que le pays votera le 7 septembre lors d'une élection présidentielle anticipée. Pourtant, c'est dans cette région indomptée et historiquement frondeuse que le pouvoir algérien tente une nouvelle offensive, avec une promesse de changement et de réconciliation. L'enjeu est de taille : lors de la présidentielle de décembre 2019, la participation, le seul enjeu des scrutins en Algérie, était inférieure de 40 points par rapport au niveau national. En Kabylie, elle dépassa à peine zéro : 0,18 % à Béjaïa et 0,04 % à Tizi Ouzou.

Au cœur de cette campagne de séduction, le président Abdelmadjid Tebboune a inauguré lors de sa visite à Tizi Ouzou le 10 juillet – la veille de l'annonce de sa candidature à un second mandat – plusieurs projets, et promis la poursuite des efforts de l'Etat pour développer la région. Mais son discours ne suffit pas. «Le pouvoir ne se souvient de nous que lorsqu'il a besoin de nos voix», lance un commerçant de Taguemount Azzouz, un village qui a une longue histoire de revendications identitaires et politiques. «Nous avons payé un lourd tribut et avons été souvent déçus», souffle de son côté Ali, éprouvé par la perte de sa femme et ses deux fils dans les gigantesques incendies de 2021, qui ont ravagé plusieurs villages en Kabylie. Ici, on en veut encore fortement

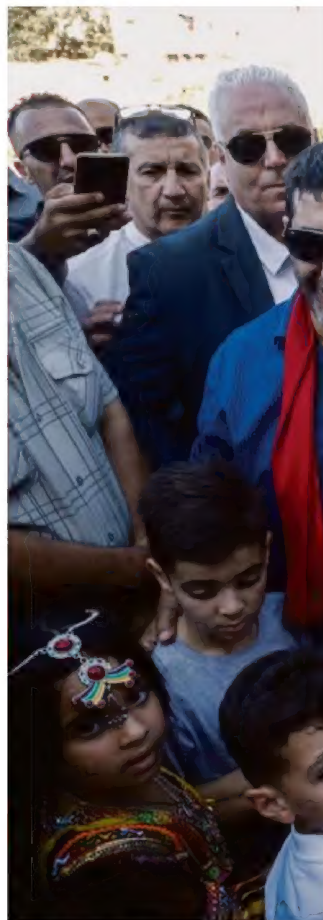
aux autorités pour leur manque de réactivité et la faiblesse des moyens de secours déployés.

Les blessures du printemps berbère de 1980, premier mouvement populaire d'opposition aux autorités depuis l'indépendance du pays en 1962, et les images des victimes des émeutes de 2001 sont encore présentes dans les mémoires. Pour les habitants de la région, voter n'est pas seulement un acte politique, mais aussi une question de défiance ou de soumission. Pour l'instant, la plupart observe avec méfiance l'offre de réconciliation venue d'Alger.

«EFFORT DE DÉVELOPPEMENT»

Malgré tout, des signes montrent que les lignes peuvent bouger. Le moral est quand même boosté, chez certains, par les nouvelles infrastructures. «Enfin, un président qui s'intéresse à nous», s'enthousiasme, Hanane, 19 ans, vendeuse dans une boutique de lingerie et maillots de bain. A Tizi Ouzou, le centre-ville grouille de commerces et se vante même de rivaliser avec Alger. «Beaucoup d'Algéroises se déplacent jusqu'ici pour s'approvisionner en maquillage, déclare le propriétaire d'un magasin de cosmétiques. Nous avons même des produits qui ne sont pas disponibles à Alger.»

Natif de la capitale, Fouad s'est installé dans à Tizi Ouzou depuis deux ans, chose qui lui paraissait improbable auparavant. Il gère un fast-food et a investi dans l'achat d'un appartement. La cité dispose depuis 2017 d'une gare ornée de tableaux et de sculptures, avec un train qui rejoint la capitale plusieurs fois par jour. «Plus besoin de subir les intermina-



Youssef Aouchiche, candidat de l'opposition

bles bouchons et les poids lourds sur le trajet, se réjouit-il. En une heure et demi, je suis à Alger pour rendre visite à ma famille. C'est dire que l'effort de développement de l'Etat est constant dans la région. Je suis bien ici.»

A quelques centaines de mètres, des processions de jeunes affluent pour admirer le nouveau stade à l'allure de soucoupe volante aux couleurs vert et jaune de la JSK, le club de football phare de la Kabylie. «Vive le président qui nous a offert le plus beau stade au monde», s'enthousiasme un lycéen au sujet de cet édifice de 50 000 places, promis par Abdelaziz Bouteflika en 2003, alors en pleine campagne pour sa réélection.

Vingt et un ans plus tard, Abdelmadjid Tebboune tient le même genre de promesse en lançant les travaux d'un hôpital de 500 lits. Supporteur de la JSK, Nacer ne s'en laisse toutefois pas conter. Il a perçu la visite du Président à Tizi Ouzou «davantage comme une manœuvre politique qu'un effort de réconciliation». Preuve en est, enchaîne-t-il, «des responsables se sont opposés à ce que le stade soit baptisé au nom de Matoub Lounès, tant les paroles de ses chansons frondeuses résonnent encore en Kabylie».





du Front des forces socialistes lors d'un meeting à Béjaïa, en Kabylie, le 19 août. PHOTO AFP

Le choix des autorités locales s'est finalement porté sur Hocine Aït Ahmed, une figure de la guerre d'indépendance et l'un des opposants les plus acharnés au régime. «Nommer ce stade au nom de Aït Ahmed est plutôt un cadeau pour son parti, le Front des forces socialistes, qui a décidé de participer à la prochaine élection et d'entraîner toute la région dans cette mascarade électorale», enchaîne un militant du parti Rassemblement pour la culture et la démocratie, qui a opté, lui, pour un boycott actif et une campagne expliquant sa décision aux électeurs.

«QUERELLE»

Resté jusque-là à l'écart de la conversation qui se déroulait autour d'une coupe d'une glace, dans une terrasse au centre de Tizi Ouzou, Nacer, ingénieur en agronomie, réplique. «Une fierté pour la région oui, mais il faut plus qu'un stade pour mettre fin à cette querelle entre le pouvoir et la Kabylie», fustige-t-il. Le jeune homme se lève, il est temps pour lui de rejoindre son poste de travail. Mais avant de s'éloigner, il lance une dernière charge. «Nous réclamons des solutions concrètes aux problèmes structurels de la région. Et non des tentatives superficielles pour gagner des votes.»

Pour l'opposition, une candidature inédite sans bouleversement politique

Pour la première fois depuis 1999, le Front des forces socialistes se présente à la présidentielle, motivé par une profonde crise du pays. Une rupture historique aux airs de défi pour le parti.

C'est un jour auquel beaucoup d'Algériens n'auraient jamais pensé assister. Le Front des forces socialistes (FFS), parti emblématique de l'opposition, fondé en 1963 par le leader historique Hocine Aït Ahmed, a décidé de participer au scrutin présidentiel anticipé du 7 septembre, mettant fin à un boycott des élections qui a duré un quart de siècle.

Un choix qui soulève de nombreuses questions sur

ses motivations profondes et, par ricochet, sur l'évolution de la scène politique algérienne.

Défiance. Depuis 1999, le FFS a systématiquement refusé de prendre part aux élections présidentielles, dénonçant des scrutins qu'il jugeait truqués et dénués de véritable compétition. Mais face à la profonde crise que traverse le pays, la direction actuelle de la formation a jugé cette position dépassée.

La baisse du pouvoir d'achat et le chômage ont alimenté une désillusion généralisée. Si les manifestations massives du Hirak ont réussi à faire chuter l'ex-président Abdelaziz Bouteflika en avril 2019, les espoirs de changements se sont heurtés à la résistance du régime. La défiance envers les institutions est à son comble. Le FFS semble avoir pris acte de ce contexte explosif.

Equilibre. En choisissant de se lancer dans la course, le plus vieux parti de l'opposition cherche à redéfinir son rôle et à élargir son influence au-delà de son fief traditionnel de la Kabylie, espérant ainsi rallier une base électorale désabusée par des décennies de stagnation politique. Mais son retour aux urnes provoque des réactions contrastées. Certains de ses militants perçoivent ce choix comme une chance de redéfinir le paysage politique algérien. À l'inverse, d'autres pointent le risque de contrevenir à ses valeurs fondamentales.

Depuis quelques années, la formation développe un discours nationaliste quasi identique à celui des formations politiques formant l'Alliance présidentielle. Sa participation au scrutin présidentiel répond «aux exigences de préservation de l'Etat-nation, de renforcement des institutions» et à la volonté de «barrer la route à ceux qui veulent nuire au pays», résume son candidat et premier secrétaire, Youcef Aouchiche. «Se retirer aujourd'hui, c'est abandonner la lutte pour le changement», ajoute-t-il.

Cette décision n'est pas sans conséquence. Le plus vieux parti de l'opposition pourrait jouer le 7 septembre un rôle de figurant, permettant au pouvoir de présenter ce scrutin comme ouvert et lui offrant une tribune pour booster le vote en Kabylie, où la participation a été quasi nulle lors des précédents scrutins. Un échec risquerait d'affaiblir son influence sur la région, réputée frondeuse, et donner raison aux sceptiques.

S'il réussit au contraire son pari d'imposer une approche différente et critique, il ouvrirait alors une nouvelle page en termes de participation démocratique, qui répondrait aux attentes des Algériens fatigués par des décennies de stagnation politique. Son défi sera donc, pendant la campagne, de maintenir un équilibre délicat entre la volonté de jouer un rôle actif dans la transformation du pays et celle de ne pas trahir ses idéaux.

K.B. (en Kabylie)

Migrants africains

L'urgente mission du Premier ministre espagnol

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Correspondant à Madrid

Il ne passe pas un jour, depuis le début de l'été, sans que les plages de l'archipel espagnol des Canaries ne voient débarquer des dizaines de migrants. La plupart éprouvés par une traversée difficile. Quelques autres noyés et recrachés par la marée si la mer ne les a pas tout simplement avalés. C'est loin d'être un épiphénomène : ces derniers mois, les arrivées à bord de *pateras*, ces embarcations de fortune en provenance du continent africain, sont si nombreuses que l'agenda politique espagnol se trouve bouleversé par la question migratoire. Sur fond de polémique avec la droite, qui fustige l'*irresponsabilité* du gouvernement, et avec les présidents de région, obligés de se positionner pour ou contre l'accueil de migrants. Preuve de l'urgence : à peine a-t-il achevé ses vacances aoûtiniennes que le chef du gouvernement, Pedro Sánchez, embarque dès ce mardi pour un voyage de trois jours en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie dans le but de trouver des solutions pour enrayer les départs.

«Effondrement total»

C'est essentiellement depuis ces trois pays que les migrants tentent la très périlleuse traversée en direction des Canaries, afin d'être transportés vers la péninsule et donc le soi-disant *eldorado* européen. Le cas le plus brûlant concerne la Mauritanie. Il y a six mois, avec la présidente de la

Confronté à une vague spectaculaire d'immigration dans les îles Canaries, Pedro Sánchez se rend dès ce mardi en Mauritanie, en Gambie et au Sénégal, principaux pays de départ, pour négocier une solution. Au Parlement, le chef socialiste du gouvernement est sous le feu de la droite.



Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, sur l'île de Majorque le 30 juillet. PHOTO GTRES SIPA

Commission européenne, Ursula von der Leyen, Pedro Sánchez avant promis 300 millions d'euros aux autorités de Nouakchott, tant pour la coopération que pour le contrôle de l'émigration. Au vu de l'augmentation spectaculaire des départs, ce n'est pas suffisant. «Il est urgent de trouver une solution face à ces arrivées massives, a alerté vendredi le président des Canaries, Fernando Clavijo, lors d'une réunion avec Sánchez. Nous sommes en situation d'effondrement total.»

Alors que la route migratoire en provenance du Maroc est relativement sous contrôle, la voie atlantique à destination des Canaries connaît une recrudescence spectaculaire depuis 2019, et ce, en dépit de sa difficulté et de sa dangerosité. Selon le ministère de l'Intérieur, on compte quelque 125 000 arrivées depuis quatre ans. Dont déjà plus de 22 000 en 2024, soit une augmentation annuelle de 126 %. L'année pourrait voir un record historique, avec une estimation de 70 000 migrants supplémentaires d'ici décembre. Le mois de septembre est «généralement favorable à la navigation, avec des eaux plus calmes», prédit Clavijo, qui redoute des «départs massifs depuis le littoral africain».

La grande préoccupation concerne les mineurs non accompagnés, les Mena, dont on estime qu'ils constituent entre 10 % et 20 % des occupants de chaque traversée. Les adultes sont transportés sans heurts ni difficultés vers la péninsule, mais les jeunes doivent être pris directement en charge dans des structures dédiées. À l'heure actuelle, l'archipel, qui peut en accueillir 2000, doit assurer la tutelle de 5500 mineurs. Les centres, souvent vétustes, sont dépourvus de personnel. D'où la nécessité de pouvoir les acheminer vers des centres d'accueil sur le continent. C'est là où l'affaire devient éminemment politique : dans les seize autres régions, c'est à qui en recevra le moins possible.

«Graves conséquences»

Alors que 7 000 nouveaux Mena sont attendus d'ici l'hiver, c'est la foire d'empoigne. A droite, le porte-parole du Parti populaire (PP), Borja Sempér, tacle Sánchez de «frivole» et d'«irresponsable». En réalité, flirtant avec l'extrême droite sur cette question, les conservateurs refusent que les régions qu'ils contrôlent accueillent davantage de mineurs. Selon l'exécutif de gauche, la solution passe par la modification de l'article 35 de la loi d'immigration qui obligerait chaque région à les prendre en charge par des quotas, en fonction de leur taille et de leurs infrastructures.

«Ce mécanisme devrait être automatique, s'appliquer en fonction des arrivées de migrants, et échapper à toute sorte de polémique partisane», plaide le gouvernement des Canaries. «Non, la situation va être chaotique et avoir de graves conséquences pour les migrants adultes», avertit Francis Candil, vice-ministre régional des Affaires sociales. «J'espère que la droite va contribuer à trouver une solution», a clamé Pedro Sánchez. Cela n'en prend pas le chemin : fin juillet, les ultras de Vox, les démocrates-chrétiens catalans séparatistes de Junts ainsi que le PP ont empêché cette modification législative à la chambre basse. A en croire le leader de l'opposition, Alberto Núñez Feijóo, il ne faut pas s'attendre à un revirement de sa formation. Laquelle, outre les démêlés judiciaires de l'épouse du leader socialiste et la réforme fiscale en faveur de la Catalogne, compte bien utiliser la question migratoire pour affaiblir un gouvernement de gauche promis à un nouvel automne très chaud. ➤



Un sauveteur espagnol accueille des migrants sur l'île canarienne d'El Hierro le 19 août. PHOTO J.A. SEMPÉR. APP

«Si tu perds le signal GPS, tu finis au fond de l'Atlantique»

Alors que les traversées en direction des îles Canaries augmentent, la fondatrice de l'ONG Caminando Fronteras, Helena Maleno, dénonce l'absence de mesures pour rechercher et sauver les exilés une fois en mer.

Crisés politiques, conflits, changement climatique... De plus en plus de migrants et réfugiés quittent les côtes africaines pour tenter la traversée de l'Atlantique dans l'espoir d'obtenir une vie meilleure en Europe. Selon les données du ministère espagnol de l'Intérieur, le nombre d'exilés arrivés sur les îles des Canaries a plus que doublé entre le

Canaries entre le 1^{er} janvier et le 15 août à plus que doublé. Comment l'expliquer ?

Cette augmentation est liée à deux grands facteurs : l'intensification des crises politiques dans la région du Sahel et les conséquences du changement climatique. De plus en plus de personnes fuient les conflits, tandis que d'autres ne peuvent plus vivre dans leur pays en raison des fortes chaleurs ou de la pollution liée aux activités des entreprises européennes ou chinoises. Malgré la météo très mauvaise du début d'année, les embarcations n'ont jamais cessé de quitter les côtes africaines.

Quel est leur profil ?

Jusqu'à fin 2023, la plupart des candidats au départ étaient des Sénégalais qui fuyaient la crise politique et la répression du régime de Macky Sall. Depuis que les tensions se sont calmées, les gens partent surtout de Mauritanie, tout au long de la côte entre Nouadhibou et Nouakchott. Ils sont originaires de la région du Sahel, notamment du



INTERVIEW

Mali et du Burkina Faso. Des Mauritaniens noirs fuient aussi les persécutions dans leur pays. Le nombre d'exilés sénégalais, gambiens et marocains reste important. On voit donc de plus en plus de réfugiés, qui ont fui leur pays afin d'échapper à un danger, arriver sur les îles Canaries. Les femmes et les enfants sont également de plus en plus nombreux à prendre le large.

Pourquoi cette route migratoire est-elle considérée comme la plus dangereuse au monde ?

Les routes migratoires sont de plus en plus militarisées pour empêcher les sorties du territoire. En revanche, les autorités des pays de départ ne mettent en place aucun moyen de recherche et de sauvetage pour venir en aide aux migrants et réfugiés lorsqu'ils sont en danger. Notre ONG dispose d'un téléphone d'alerte depuis 2007 mais nos demandes d'aide restent sans réponse. Quand tu décides de quitter ton pays et que tu perds le signal GPS, tu finis au fond de l'Atlantique. Tu sais que tu vas mourir là-bas. Personne ne te recherche. Les traversées pour les îles Canaries depuis les côtes du Maroc et du Sahara-Occidental, entre les villes de Tan-Tan et Dakhla, se font de plus en plus souvent dans des canots pneumatiques, beaucoup plus dangereux. On n'avait jamais vu ce type d'embarcations sur l'océan Atlantique avant 2021.

De nombreuses personnes sont portées disparues...

Tant de familles sont à la recherche d'un signe de vie de leur proche. Dans la région de Kayes, à la frontière entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, le nombre de jeunes qui sont partis est si important que les responsables politiques sont en train de faire des listes pour recenser le nombre de disparus. Dans certaines communes, plus de 40 ou 50 personnes manquent à l'appel. Du jamais-vu. La plupart des embarcations sont englouties dans l'Atlantique sans lais-

ser de traces. De rares bateaux sont retrouvés. Début août, une pirogue partie de Mauritanie sept mois plus tôt a été retrouvée au large de la République dominicaine, dans les Caraïbes, soit à près de 6 000 kilomètres de son point d'arrivée programmé. Les documents d'identité retrouvés à bord appartenaient à des ressortissants mauritaniens et sénégalais. Quatorze corps ont été retrouvés dans un état de décomposition avancée.

Que deviennent les survivants qui parviennent à arriver jusqu'aux Canaries ?

L'Etat espagnol est très en retard concernant les programmes d'accueil et d'insertion. Il est également difficile d'identifier les réfugiés, les victimes de traite humaine, ou les mineurs isolés. Les îles Canaries sont débordées et beaucoup de migrants et de réfugiés sont envoyés dans des centres d'accueil sur la péninsule. La plupart d'entre eux continuent leur route vers la France ou d'autres pays européens pour demander l'asile.

Quelle est la situation dans l'enclave espagnole de Ceuta, où le nombre d'arrivées a aussi augmenté ?

La situation est tout aussi dramatique. Des enfants se jettent à l'eau depuis les côtes marocaines, sans gilet de sauvetage, pour tenter de rejoindre Ceuta. La plupart ne savent pas nager, et meurent directement. D'autres attachent des bouteilles en plastique sur leur ceinture pour tenter de ne pas couler. Un corps a encore été retrouvé il y a quelques jours.

Recueilli par
LÉA MASSEGUIN

CATHOLICISME

Chez les jeunes, baptêmes un peu, beaucoup, à la folie

L'Eglise catholique a enregistré en 2024 un bond spectaculaire de baptêmes de jeunes adultes. Plusieurs d'entre eux ont grandi dans des familles non croyantes. Quête de sens, influence des réseaux sociaux, droitisation du débat public... Les origines de cet engouement sont multiples.

Par
MARIE-ÈVE LACASSE
Photos
STÉPHANE DUBROMEL

Elle est assise au dernier rang de l'église de l'université «la Catho», à Lille. En cette fin d'année scolaire, il ne reste qu'une trentaine de jeunes à assister à cette célébration. Silhouette menue, lunettes rondes, Claire, 21 ans, suit avec un ferveur particulière les scansiones de la messe. Elle connaît la liturgie par cœur et reproduit avec grande attention les gestes du rituel. Après l'eucharistie, elle s'assied sur le sol, recroquevillée sur ses Dr. Martens, dans un état de profond recueillement. Claire, pourtant, n'a pas grandi dans un milieu croyant, ni pratiquant. Son père est juif et sa mère est de culture catholique, mais tous deux se considèrent comme athées. Elle fait partie des 12160 jeunes et adultes (1) qui ont été baptisés à Pâques en 2024, soit 3836 personnes de plus qu'en 2023 selon les chiffres de la Conférence des évêques. Parmi les données prouvant cette progression, entre 2023 et 2024, 36% des

baptisés adultes avaient entre 18 et 25 ans, alors qu'ils ne représentaient que 23% avant la pandémie – une progression de plus de 150% en cinq ans. Et la hausse des baptêmes adolescents (plus de 5000) est de presque 50% d'une année sur l'autre.

«J'ai eu une période difficile à la fin de mon année de seconde, raconte Claire à la sortie de la messe. Une nuit, j'ai fait un rêve avec Dieu, et le matin, j'allais beaucoup mieux. J'en ai parlé à un ami qui m'a dit : "Eh bien écoute, je vais t'emmener à ta première messe." Et j'ai adoré.» Elle commence son catéchuménat (une formation sur deux ans pour se convertir à la reli-

«J'ai découvert la beauté de bien faire, la beauté de certains textes religieux, la beauté du chant.»

Thomas
étudiant à «la Catho» de Lille



gion catholique, officialisée par le baptême) à l'église de la Trinité, à Paris, dans la communauté de l'Emmanuel, et poursuit son parcours à l'église Saint-Etienne, à Lille. Intégrer l'aumônerie de la Catho lui a semblé tout naturel : «Autant de jeunes réunis dans ce même endroit, ça m'a étonnée. La première fois, j'ai vu les centaines de jeunes et j'ai fait : "Wow!" Quant à savoir si elle va mieux depuis sa conversion, sa réponse est prudente : «Dieu ne nous apporte pas les réponses directement, mais ça m'a énormément aidé à me mettre sur des rails. L'Eglise me montre le chemin, les valeurs à adopter, les comportements les plus adéquats pour me sentir mieux.»

ENTRE JUL ET JÉSUS

Au plus fort de l'année universitaire, la «messe à la bougie» de la chapelle universitaire Saint-Joseph de Lille attire, tous les mardis soir, entre 800 et 900 jeunes. Le père Charles-Marie Rigail, 41 ans, qui y officie depuis cinq ans, a écrit son homélie ce soir-là en faisant référence à la cuisine. Parfois, pour commenter un extrait de la Bible, il peut évoquer OSS 117, Jul

ou «ce qui buzz sur Instagram», dit-il avec un sourire. Ce prêtre sait toucher son public, et cela paie : il voit les demandes de baptême augmenter et son église se remplir, et confirme qu'une partie importante de ces néobaptisés n'ont pas grandi dans un milieu croyant. Même s'il s'agit d'une université catholique, la majorité des 40000 étudiants ne sont ni pratiquants ni croyants, de même que le corps enseignant, laïc et anticlérical pour certains. Raison pour laquelle la démarche du baptême demeure, selon lui, courageuse : «En fait, ce n'est pas si simple que ça d'être chrétien aujourd'hui. Le catho a intérêt à avoir de bons arguments, parce qu'on va se moquer de lui.» Se déclarer croyant dans un groupe d'amis qui ne l'est pas apparaît souvent comme une étrangeté. Pour ce religieux, cet engouement est lié en partie au confinement, qui aurait projeté plus d'un jeune dans une quête intérieure inédite. L'institution religieuse catholique apparaîtrait comme un lieu rassurant et encadrant – la plupart des jeunes viennent de quitter le cocon familial et arrivent dans la grande ville sans connaître personne. Mais les parcours et les raisons de ces conversions sont aussi nom-



Lors d'une messe dans la chapelle de l'Université catholique de Lille, en juin.

breux que les histoires personnelles. «Aujourd'hui, un jeune qui va à la messe, il doit avoir la foi chevillée au corps pour savoir pourquoi il y va.» Alors justement, pourquoi il y va ?

Benoît de Sinety, curé de la paroisse Saint-Eubert à Lille, en est convaincu : l'arrivée massive de jeunes dans l'Eglise serait une «réaction à la violence économique de notre société». Cet homme d'Eglise, qui a été chanoine titulaire de la cathédrale de Paris et vicaire général de l'archidiocèse de Paris jusqu'en 2021, s'étonne de voir arriver, à la fin de la messe paroissiale, des jeunes qui l'attendent devant la sacristie pour lui demander comment faire pour être baptisés. «Beaucoup de jeunes sont issus de milieux pauvres ou modestes, ce qui n'était pas le cas auparavant.» D'après lui, cette jeunesse, angoissée par l'instabilité du monde, réagit comme elle le peut aux menaces qui pèsent sur elle, «qu'elles soient économiques, politiques et jusqu'à l'écologie : le département du Nord est plus touché par les inondations à répétition, sans oublier toutes les incertitudes liées à la guerre. Ils viennent chercher dans

l'Eglise quelque chose qui les fasse découvrir un peu mieux la question de Dieu et dans laquelle ils espèrent puiser une force, une confiance, et un désir d'action plus grand. Nombre d'entre eux veulent réfléchir à s'engager pour sortir de cette logique inégalitaire», pense-t-il. Pourquoi ne pas se tourner vers des associations laïques ou politiques, plutôt que vers le religieux ? «Ils ont parfois eu une expérience très banale de la foi, et soudain ils vivent quelque chose qui les dépasse. Ils se disent : on est plus fragiles qu'on ne se l'imagine, et on ne maîtrise pas grand-chose. Comme la société de consommation ne leur apporte pas la consolation nécessaire, ils cherchent ailleurs.» Une idée que confirme Godefroy Sibé-Donzel, comédien et coach spirituel de 30 ans, qui a fait sa première communion et sa confirmation à 29 ans à l'église de Ménilmontant, à Paris : «J'ai remarqué que c'est souvent après des moments de souffrance que l'on se rapproche de Dieu. On sent une aide de sa part.» Thomas, en première année de master en gestion et valorisation du patrimoine numérique et culturel, qui fréquente l'aumônerie de la

Suite page 12

«Les crises ouvrent un espace pour le spirituel»

Selon l'historien Charles Mercier, le sursaut religieux de la jeunesse s'explique notamment par l'anxiété ressentie face au monde moderne.

Professeur en histoire contemporaine à l'Université de Bordeaux, Charles Mercier travaille sur la religiosité des jeunes dans un contexte mondialisé. Selon lui, une partie de la jeunesse trouverait une consolation aux crises contemporaines dans l'aspect encadrant des religions. Recrutés par des pairs ou inspirés par des grands-parents croyants, de plus en plus de jeunes adultes se tournent vers les institutions religieuses sans que les scandales à répétition ne viennent, apparemment, remettre en cause les conversions.

On constate un véritable boom des baptêmes chez les adolescents et les jeunes adultes. Comment l'expliquez-vous ?

Entre 2020 et 2024, il y a eu une augmentation très nette de demandes de baptêmes dans l'Eglise catholique («112 % en quatre ans»), à la fois de la

part d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart viennent de familles culturellement catholiques mais non pratiquantes. Le lien avec la religion se situe au niveau des grands-parents, le plus souvent de la grand-mère. Mais il y a aussi une transmission intragénérationnelle de la foi, via un copain qui a été davantage socialisé dans le catholicisme. Le recrutement par les pairs peut aussi s'effectuer en ligne, chez des jeunes qui se posent des questions métaphysiques depuis, par exemple, leur cours de philo en terminale, et qui se retrouvent en contact avec des influenceurs cathos.

Qu'est-ce qui explique ce sursaut spirituel au cours des dernières années ?

Il y a plusieurs dynamiques à prendre en compte, à commencer par un effet de rattrapage des baptêmes non célébrés chez les nourrissons et les enfants. Parmi ceux-là, il est normal qu'une petite partie aille à la porte de l'Eglise catholique une fois adolescent ou jeune adulte. Depuis les années 70, les parents tendent à privilégier le libre choix convictionnel de leurs enfants, d'où la décision de ne pas les baptiser et de ne pas les éduquer religieusement. Pour eux, la religion est moins une affaire de transmission au cours des jeunes années qu'une décision à poser quand on accède à l'autonomie. Aujourd'hui, le catéchisme pour les en-

fants du primaire est sinistré. A part les enfants qui sont scolarisés dans le privé catho sous contrat, très peu de 8-12 ans suivent cette formation. L'Eglise catholique a accompagné le mouvement en créant de nouveaux dispositifs susceptibles de rejoindre les jeunes à l'orée de l'âge adulte, comme les JMJ [Journées mondiales de la jeunesse, ndr]. Ces grands rassemblements permettent aux 15-30 ans de vivre une expérience émotionnellement forte qui rend possible un certain ancrage.

Que vont chercher les jeunes dans la religion ?

La théorie de la sécularisation postule que la modernisation apporte des solutions non religieuses aux besoins de l'humanité, comme la santé, la sécurité, le sentiment d'appartenance. Mais la modernisation technologique et culturelle suscite aussi ses propres problèmes, comme l'utilisation trop intensive des ressources, la solitude, ou le risque d'apocalypse nucléaire. Le rapport au progrès s'est beaucoup détérioré depuis 2020, avec la crise du Covid, la guerre en Ukraine, l'accroissement de la perception de la gravité du réchauffement climatique. C'est particulièrement



DR

vrai chez les jeunes, qui ont une vision sombre de l'avenir, comme le montre l'enquête menée par Martial Foucault et Anne Muxel auprès des étudiants de Sciences-Po (1). Cette crise ouvre un espace pour le spirituel. Elle explique aussi le succès des théories du complot, l'engouement pour le paranormal ou l'astrologie... Tout ce que l'on pourrait regrouper sous une approche «non rationnelle» du monde.

A un âge où l'on est souvent porté à la révolte, n'est-il pas étonnant que ces jeunes ne soient pas interloqués par les scandales de l'Eglise ?

Concernant le problème de la pédophilie, les néobaptisés y semblent étonnamment hermétiques. Cela ne semble pas les repousser. Il y a peut-être un effet de génération : ces jeunes ont grandi dans un monde où l'Eglise catholique avait une réputation détériorée, donc ils n'ont pas été déçus comme leurs aînés. Au contraire, l'Eglise paroissiale semble vue comme un lieu relativement sûr, sans emprise sectaire. La profondeur historique de l'institution rassure, tout comme l'itinéraire des grands-parents, qui semblent montrer qu'une vie de foi peut conduire à une forme de sagesse et de bonté.

Recueilli par M.-E. L.

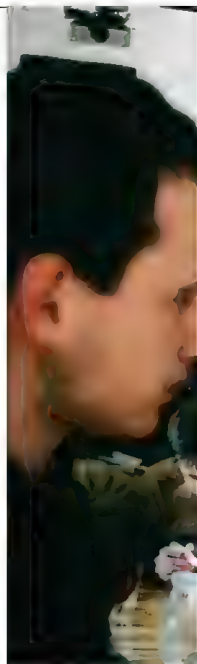
(1) Une jeunesse engagée. Presses de Sciences Po, 2022.



Claire, 21 ans, a été élevée par des parents se définissant comme athées.



Thomas, 25 ans, s'est tourné vers la religion après un « passage à vide ».



Repas des étudiants à

Suite de la page 11 Catho depuis cinq ans, tient un discours semblable : «Après un petit passage à vide», il est retourné à la religion pour s'engager «dans des choses qui faisaient sens. J'ai découvert la beauté de bien faire, la beauté de certains textes religieux, la beauté du chant. J'ai trouvé un moyen de prier qui m'était propre, mais aussi les valeurs et la compréhension que je cherchais».

En termes de conversions, les provinces ecclésiastiques, qui découpent le territoire par regroupement de paroisses, enregistrent des hausses contrastées. Besançon, Dijon et Clermont, considérées par la Conférence des évêques comme des zones «majoritairement rurales», ont enregistré la plus forte hausse de catéchumènes (plus de 50 %). Le diocèse de Saint-Claude, dans le Jura, est passé de 8 aspirants à 27, soit «une hausse de plus de 200 %», se plaît à rappeler l'Eglise.

«Il y a un gros travail de présence chrétienne catholique par le mouvement rural des jeunes chrétiens, et un maillage en ruralité malgré la désertification, avec une souche chrétienne active», explique Christian Terras, rédacteur en chef de *Golias* (un bimestriel qui observe depuis quarante ans les institutions religieuses avec un regard critique). Monseigneur Jean-Luc Garin, qui officie dans le Jura, s'étonne de cet engouement. «Il n'y a pas de stratégie. J'ai l'impression d'être là, d'encourager la pastorale des jeunes (la formation à la vie chrétienne, ndlr) en étant simplement présent. Avant, quand ils venaient à l'église, ils trouvaient un évêché vide. Aujourd'hui, j'ai une équipe de pastorale dynamique, qui a entre 22 et 30 ans.» Il pense que Lourdes a été un facteur d'accélération : «On emmène 510 pèlerins tous les ans, avec presque 200 jeunes. Beaucoup me disent que ce moment a été un déclencheur.»

L'épiscopat ne cherche pas vraiment à décoder les raisons profondes de cet engouement, observe Christian Terras. Les évêques «ont

plutôt réagi en disant : on n'y est pour rien, on ne sait pas ce qui se passe, on ne sait pas l'analyser, c'est la divine surprise». Mais le créateur de *Golias* a d'autres hypothèses. «À commencer par les religieux influenceurs, sur Internet, qui ont une communauté non négligeable». Le père Matthieu Jasseron, 1,2 million d'abonnés sur TikTok (qui a dû quitter les réseaux sociaux en décembre 2023 à la suite de prises de position trop libérales sur l'homosexualité) a pu avoir une influence certaine. «Il y a un autre influenceur, le frère Paul-Adrien, très suivi, très charismatique» (389 000 abonnés sur YouTube, 124 000 sur TikTok, 100 000 sur Instagram), qui en convainc d'autres, sans oublier sœur Alberline de la communauté du Chemin-Neuf, 145 000 abonnés sur TikTok, plus de 230 000 sur Instagram. Par ailleurs,

des médias de masse ouvertement catholiques comme le *JDD* ou *CNews* ont beaucoup contribué à une démocratisation du filtre religieux mis sur les débats de société. *CNews* diffuse tous les dimanches un programme appelé *En quête d'esprit* où des invités débattent de l'actualité sous le prisme spirituel du dogme catholique. En février, l'TVG y avait été présentée comme «la première cause de mortalité dans le monde» - la chaîne s'est excusée depuis. «Forcément», poursuit Christian Terras, tout ceci infuse dans la société. Et comme on a un certain nombre de jeunes qui arrivent avec une culture catholique pas très digérée, ils font ça là-dedans, avec un amalgame identitaire pas toujours fréquentable.» Quant aux Journées mondiales de la jeunesse qui ont réuni 1,5 million de personnes à Lisbonne

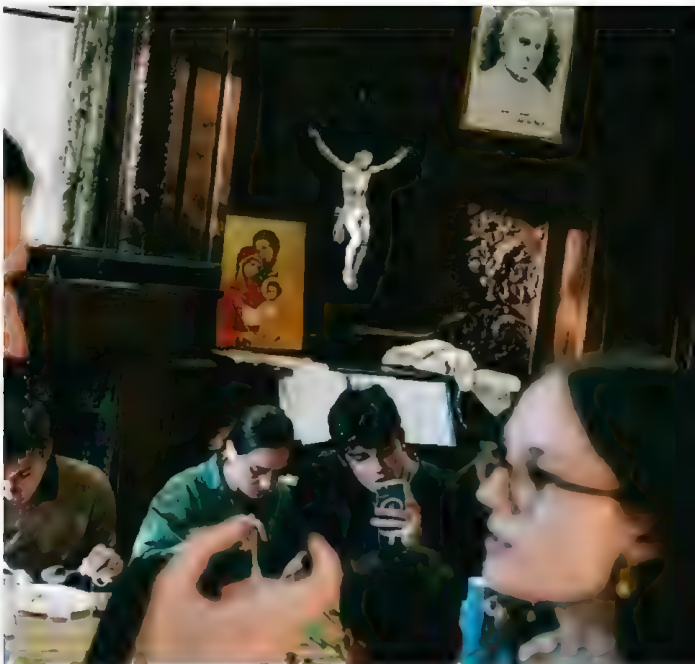
en 2023, elles seraient une «une particule d'accélération sur un public plutôt scout, adepte des pèlerinages, déjà dans une démarche assez identitaire». Mais ce sont les pairs qui restent les personnes les plus influentes, comme l'explique Anissa Rouquette, 21 ans, en licence de psychologie : «Mon père est musulman et ma mère, de culture catholique, est non croyante. Moi, j'ai toujours été croyante mais je n'étais personne autour de moi qui me poussait dans ma foi. Ce n'était pas facile d'entrer dans l'Eglise, d'aller parler à un prêtre, de faire les démarches. Mon compagnon m'a poussée à passer le cap. Il est très fervent et va à la messe tous les dimanches. Je me suis fait baptiser à 20 ans après une année de préparation. Les gens autour de moi l'ont tous très bien accueilli, même ma mère qui se moquait gentiment.»

CNEWS, TIKTOK ET LA BIBLE

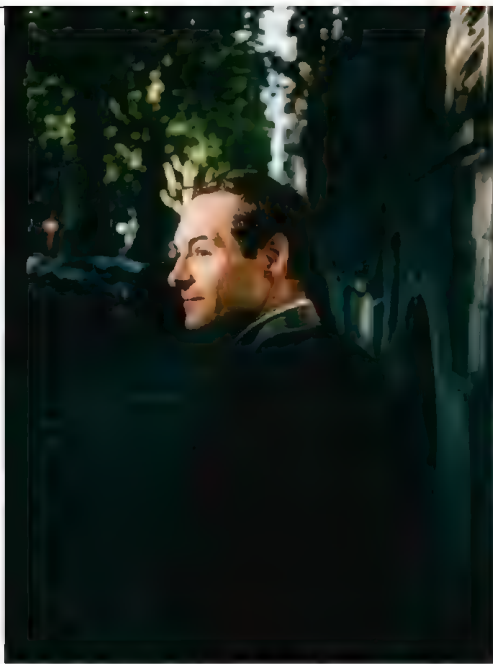
Les chiffres de la Conférence des évêques, selon Christian Terras, seraient aussi à relativiser. «Sans vouloir casser l'ambiance, seul 1 % de la population participe aux célébrations dominicales. Donc si l'Eglise fait acte d'humilité, il faut mettre ces données en perspective avec tous les fidèles qui partent.» Surtout, les catholiques «classiques» ne sont pas les seuls à recruter cette jeunesse en perte de repères, selon l'expression consacrée. Parmi eux, ce sont les évangéliques catholiques, «qui font de la messe spectacle», comme le dit Christian Terras (notamment les communautés de l'Emmanuel ou des Béatitudes) qui sont les plus actifs. Les baptêmes reçus au sein de ces deux communautés sont bien comptabilisés dans les chiffres diffusés par la Conférence des évêques. En Ile-de-France, ce sont les églises évangéliques pentecôtistes qui recrutent à la fois les plus jeunes et «beaucoup de gens paupérisés». Cinq «megachurches» (qui comptent entre 2000 et 12000 fidèles) existent au



A la sortie de la messe, devant la chapelle de l'Université catholique de Lille.



l'aumônerie de l'Université catholique de Lille, en juin.



Le père Charles-Marie Rigail, 41 ans. PHOTOS STÉPHANE DUBROMEL

Blanc-Mesnil, à La Courneuve, à Paris-porte Dorée, à Boissy-Saint-Léger et à Créteil. Bordeaux a aussi sa megachurch avec l'église Momentum.

Du côté de la communauté scientifique, l'hypothèse de la droïtisation de la société est souvent évoquée pour expliquer ce retour du religieux. Récupérée par les candidats aux européennes, «la thématique culturelle civilisationnelle est revenue à plusieurs reprises, rappelle le chercheur Franck Frégosi, directeur de recherches au CNRS et membre du groupe sociétés, religions et laïcités. Eric Zemmour, de confession juive, défend une vision judéo-chrétienne de la société française et est entouré de catholiques traditionnalistes et identitaires. Chez François-Xavier Bellamy, la cible était plutôt l'islamisme. Marlon Maréchal clame qu'elle ne veut pas que ses filles se convertissent à l'islam... On est à la fois dans une droite populiste et réactionnaire». Avant le 30 juin, une tribune signée par plus de 6000 catholiques et protestants prenait clairement position contre le RN tandis que la Conférence des évêques en appelait à... la prière.

Certains psychologues ou sexologues, comme Aurore Malet-Karas, s'inquiètent aussi de l'influence de la religion dans la vie privée et sur les corps. Ces professionnels voient arriver dans leurs cabinets des jeunes couples dont certains «très ancrés dans la religion. Ils ont entre 22 ou 23 ans, et veulent tout de suite être rassurés en se disant : c'est bon, on s'est trouvés, on va se marier et faire des enfants. Ce que je vois, ce n'est pas un désir de foi ou de retourner à l'église, mais une recherche de confort spirituel. Et que la relation soit sécurisée par l'institution et le mariage». Aurore Malet-Karas reçoit aussi beaucoup de jeunes femmes qui optent pour un syncrétisme entre le féminin sacré, le néopaganisme et des croyances parallèles où la contraception est honnie et la virginité célébrée. Résultat, des

problèmes sexuels et des grossesses non désirées. Lorsque nous abordons la question de l'avortement avec le père Rigail, qui anime l'aumônerie de la Catho où près de 400 jeunes se rendent chaque semaine dont une majorité de jeunes femmes, sa réponse est conforme à celle de l'Eglise : «C'est une logique qui se tient : la vie ne commence pas à quatorze semaines, mais au moment de la fécondation.» Quant à savoir si les débats (pas uniquement sur l'IVG) sont ouverts au sein de son aumônerie, Bérénice, 20 ans, en deuxième année de licence culture, médias et communication à la Catho, explique que «sur tous les débats, je donne mon point de vue. Mais forcément, la religion a des valeurs que je partage complètement».

«CONVERSIONS DE CONSUMMATION»

Cette flambée est-elle la même dans les autres confessions ? L'imam Tareq Oubrou, recteur de la Grande Mosquée de Bordeaux, observe un phénomène semblable dans sa mosquée, même s'il n'existe pas de statistiques sur le nombre exact de nouveaux convertis. Il voit arriver de nombreux jeunes de 15 à 35 ans, dont plusieurs grandissent dans des familles non pratiquantes. «Beaucoup de jeunes découvrent qu'ils sont des musulmans parce que la société les assigne à la seule dimension de l'islam. Cette conversion peut être le produit du regard de la société.» Son analyse est plus psychologique : pour lui, toutes les conversions, que ce soit chez les adolescents ou les adultes, correspondent à un moment «de vulnérabilité de la vie. Le converti, qui est en train de se métamorphoser, traverse un moment très sensible qui peut même déterminer le reste de son existence». Certains arrivent par la fréquentation d'une communauté et des associations culturelles liées à une mosquée, d'autres, surtout les femmes, y arrivent par les réseaux sociaux. «Il y a eu telle rencontre, tel bouquin, telle

chaîne YouTube, tel prédicateur, tel groupe Facebook ou Instagram qui ont déclenché l'étincelle de la foi.» L'imam observe plusieurs jeunes qui cherchent, dans cette découverte tardive, un désir de rupture brutale. «Certains veulent rompre avec leur ancienne vie, parfois dissolue, où se mêlent l'alcool, la drogue, le sexe débridé. Pour ces jeunes, il y a une forme de consolation dans la conversion, et beaucoup le pratiquent à fond au début ! Mais après deux ou trois mois, ils partent. Il y a beaucoup de pratiques saisonnières.» Tareq Oubrou parle même de «conversions de consommation. Le retour à la religion renforce l'ego ; c'est un soulagement psychologique, appliqué à la matérialité de la vie. Mais je ne vois pas beaucoup de charité, d'altérité et de don de soi». Pour lui, les ministres du culte ont une responsabilité particulière vis-à-vis de ces jeunes qui n'ont parfois «pas d'expérience religieuse et subissent le coup de foudre. Or, il faut gérer l'après ! Il faut affiner ce nouveau choix de la vie, surtout si le converti n'est pas éclairé. Entrer en religion, c'est un marathon, cela se découvre sur le long terme.»

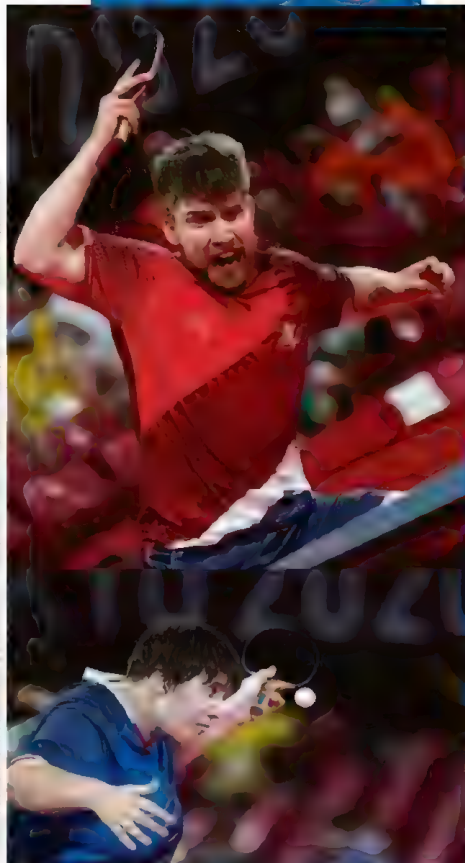
Rabbin libéral, Yann Boissière, auteur d'*Heureux comme un juif en France ?* (Tallandier, 2021) s'est converti à l'âge de 29 ans au judaïsme alors qu'il n'avait aucune ascendance juive dans sa famille. Il a poussé son adhésion jusqu'à devenir rabbin. Aujourd'hui âgé de

62 ans, il ne constate pas, depuis dix ans, d'augmentation notable des conversions dans sa synagogue du XV^e arrondissement, où il officie avec la médiatique Delphine Horvilleur. «On a à peu près une soixantaine de demandes tous les deux ans, et la moyenne d'âge est de 30 ans. Ce chiffre est constant. A l'issue des deux ans de préparation, la moitié d'entre eux se convertit. Une partie d'entre eux a une histoire juive plutôt brisée sur deux ou trois générations ; une autre se convertit à partir d'une page blanche, avec ou sans bagage religieux très fort.» Les raisons invoquées sont diverses : le sentiment de filiation avec l'histoire juive, ou des rencontres amicales, familiales ou amoureuses. D'autres ont été déçus par leur religion «de départ», comme le dit Yann Boissière, et cherchent dans le judaïsme des réponses irrésolues. D'autres candidats disent se «sentir juifs». Si toutes les demandes sont étudiées, elles ne sont pas toutes reçues. «Quand on sent que le judaïsme vient compenser une faille psychologique, que le judaïsme devient une espèce de substitut à un problème non réglé, on ne donne pas suite.» Le 7 Octobre a marqué une petite secousse dans les conversions, avec quelques demandes de plus à la synagogue de Beaugrenelle, alors que les actes antisémites augmentent de façon notable en France. Selon Yann Boissière, beaucoup de personnes ont senti «que l'entité juive était attaquée. Des gens nous ont dit : voilà, c'est le moment de parler, et d'assumer cette identité pleinement». Reste à voir, dans les prochaines années, si ce nouvel engouement pour les religions en général sera suffisant pour endiguer leur perte de vitesse – et notamment pour le catholicisme, plombé par des siècles de proximité avec le pouvoir et de scandales à répétition. ♦

«Le retour à la religion renforce l'ego ; c'est un soulagement psychologique, appliqué à la matérialité de la vie.»

Tareq Oubrou
recteur de la Grande Mosquée
de Bordeaux

(1) Source : Conférence des évêques, enquête catholique 2024 sur les baptêmes de Pâques.



De haut en bas et de gauche à droite : les six Français, Lucas Créange, Léa Ferney, Charles-Antoine Kouakou, Soane Luka Meissonnier, Gloria Agblemagnon et Assya Maurin-Espiau.

Handicaps mentaux

Les flagrants oubliés des Jeux paralympiques

Par
DAVID DARLOY

Mi-juillet, le Comité paralympique sportif français a dévoilé la liste complète des athlètes en situation de handicap qui participeront aux Jeux de Paris, dont les épreuves démarrent jeudi. Dans cette sélection, 236 athlètes malvoyants, amputés, aveugles, paralysés ou atteints d'une maladie provoquant des lésions physiques... Et parmi eux, seulement 6 atteints d'un handicap mental ou psychique. Le même contingent qu'à Tokyo en 2021, alors qu'uniquement 138 athlètes avaient fait le déplacement au Japon. Représentés par la Fédération française de sport adapté (FFSA), ces athlètes restent très peu visibles sur la scène paralympique. *Libé* décrypte les raisons, historiques et institutionnelles, de cette mise à l'écart.

Quelles sont les conditions pour participer aux Jeux avec une déficience mentale ?

Les Jeux de Sydney en 2000 sont un tournant majeur dans la représentation paralympique des personnes

Sur les 4 400 sportifs en compétition à Paris, seuls 150, dont 6 Français, sont porteurs d'une déficience cognitive. Un chiffre toujours faible après des années de mise à l'écart.

atteintes d'un handicap mental ou psychique, qui ont fait leur apparition dans les délégations à Atlanta, quatre ans plus tôt. En Australie, un journaliste qui s'était infiltré dans l'équipe de basket adapté espagnole révèle que dix des douze joueurs de la sélection médaillée d'or (dont lui) ne présentent en réalité aucun handicap (*lire ci-dessous*). «*Ils n'ont subi aucun examen médical ou test psychologique*», écrit-il alors. Une supercherie qui entache le mouvement paralympique et pousse l'IPC, le Comité paralympique international, à exclure les déficients intellectuels des Jeux paralympiques. Les fédérations nationales sont alors invitées à refondre le système d'évaluation des handicaps mentaux. «*Aujourd'hui, les athlètes doivent passer une batterie de tests*, explique Marie-Paule Fernet, directrice technique nationale de la FFSA. *Il faut avoir un QI inférieur ou égal à 70, avec une marge d'erreur de 5 et cette déficience doit être mesurée à 21 ans ou moins* [c'est-à-dire qu'elle doit être déjà présente lors de la phase de développement du cerveau, ndr].» Il doit aussi être prouvé que le handicap a une influence sur l'autonomie, la communication, la socialisation et la motricité des athlètes. Des tests sont réalisés en cabinet par des classificateurs, ainsi que dans des compétitions ciblées par l'IPC en amont des Jeux, pour confirmer que la déficience a un impact sur la pratique sportive. Ce panel de conditions a été validé en 2009 par l'IPC et a permis que les athlètes déficients intellectuels reviennent aux Jeux paralympiques d'été – ils ne sont toujours pas représentés aux Jeux d'hiver – à compter de Londres 2012 après deux paralympiades d'exclusion. Un retour «*à dose homéopathique*», précise Marie-Paule Fernet, puisqu'ils ne peuvent concourir que dans trois sports : le tennis de table, l'athlétisme et la natation. Soit 18 disciplines réservées à Paris, sur les 549 épreuves que compte la compétition. Ainsi, sur les 4 400 athlètes qui vont prendre leurs quartiers au village paralympique, seuls 150 sont atteints d'une déficience cognitive.

Qui sont les athlètes français en compétition ?

Quatre à Londres, cinq à Rio, six à Tokyo, et six encore à Paris, le nombre d'athlètes envoyés par la FFSA évolue peu depuis leur retour aux Jeux. Pas par manque d'athlètes – la FFSA compte 60 000 licenciés –, mais en raison du nombre d'épreuves ouvertes aux déficients mentaux qui ne change pas, explique Marie-Paule Fernet, pour qui «*l'objectif est d'envoyer quelqu'un dans chaque sport*». Ce sera le cas à Paris. Charles-Antoine Kouakou sera au Stade de France à partir de lundi – médaillé d'or à Tokyo sur 400 m, il est «*l'unique sacré en athlétisme chez les Français, Jeux olympiques et paralympiques confondus*» plastronne la directrice technique. En athlétisme, le Calédonien Soane Luka Meissonnier, vice-champion du monde il y a quelques mois à Kobe, au Japon, et Gloria Agblemagnon prendront part au concours du lancer de poids dans

On vise au moins une médaille, ça nous permettrait de continuer de parler du sport adapté et du handicap mental.

Marie-Paule Fernet
Directrice technique nationale de la Fédération française de sport adapté

la catégorie «F20». En tennis de table, Lucas Créange et Léa Fernet, respectivement médaillés de bronze et d'argent à Tokyo, seront alignés en simple, la seule discipline ou-

verte aux déficients mentaux aux Jeux paralympiques. Enfin, en natation, Assya Maurin-Espinau prendra le départ du 100 m dos, 100 m brasse, 200 m nage libre et du 200 m quatre nages. Malgré le résultat exceptionnel de Tokyo – trois médailles pour six athlètes alignés –, les ambitions pour Paris 2024 restent sobres du côté de la fédération : «*On vise au moins une médaille, ça nous permettrait de continuer de parler du sport adapté et du handicap mental*», ambitionne Marie-Paule Fernet.

Les athlètes atteints de trisomie 21 bientôt aux Jeux ?

En théorie, les personnes trisomiques sont autorisées à concourir aux Jeux paralympiques. Mais en pratique, «*leur handicap, qui a un*

fort impact sur leurs compétences physiques, ne leur permet pas de réaliser les minima pour se qualifier aux Jeux», regrette Marie-Paule Fernet. Qui ajoute : «*C'est notre combat actuel*» que de leur permettre de participer.

La directrice technique milite pour la création aux Jeux d'une seconde catégorie pour les déficients mentaux avec un surhandicap (notamment la trisomie 21) afin que ces athlètes puissent être représentés. C'est ce qui fait déjà la Virtus Sports, fédération internationale à l'origine des Virtus Global Games, qui ont lieu tous les quatre ans depuis 2005 et réunissent, un an avant les Jeux paralympiques, l'élite mondiale des sportifs déficients mentaux. «*C'est compliqué à appliquer au niveau paralympique*.

Il y a un plafond d'athlètes [4 400] qui impose le retrait de disciplines si l'on souhaite en ajouter des nouvelles. Face à des instances où les handicaps physiques sont surreprésentés, c'est le pot de terre contre le pot de fer», déplore Marie-Paule Fernet.

En 2022, dans une réponse à la question du sénateur Yves Boulois (LR), le ministre des Sports français soutenait que l'aide financière du gouvernement à la FFSA, en contribuant à développer la pratique sportive, avait «*vocation à conduire le Comité paralympique international à de nouvelles classifications pour le handicap mental lors des prochaines éditions des Jeux paralympiques*». Une graine qui germait, espère la FFSA, aux Jeux de Los Angeles en 2028. ➤

L'équipe espagnole de basket, une triche aux conséquences lourdes

Sur les douze joueurs de l'équipe d'Espagne de basket adapté, en or à Sydney en 2000, dix n'avaient pas le moindre handicap. Une supercherie qui a valu aux sportifs déficients mentaux d'être exclus des deux paralympiades suivantes.

Qu'ils étaient forts, ces douze basket-
teurs ! Plus grands, plus rapides, plus
agiles, plus adroits, plus coordonnés.
En bref, ils étaient partout meilleurs que leurs
adversaires, lors de ces Jeux paralympiques
de 2000. A Sydney, la maîtrise de l'équipe espa-
gnole de basket adapté était belle à voir : 87-20 ;
94-48 ; 97-67... A chaque match, la Roja infligeait
une claque à son adversaire, façon dream team
américaine de 1992 (période Michael Jordan,
Magic Johnson, Larry Bird, etc.). Jusqu'à une
victoire en finale, avec 24 points d'avance sur
la Russie, pour s'octroyer l'or paralympique et
la gloire dans leur pays d'où les médias narra-
ient, à distance, leur folle épopée.

Infiltré. L'histoire était belle. Trop belle. Il aura
suffi d'un article, publié moins d'un mois après
le sacré dans le magazine *Capital*, pour que

tout s'écroule. Parmi les douze basketteurs ti-
rés, le média espagnol assure que dix n'avaient
pas le moindre handicap. Une situation que la
Fédération espagnole de handisports connais-
sait et prenait soin de couvrir – tant qu'il y a l'or
à la clé, pourquoi se priver ? L'article est signé
par Carlos Ribagorda, l'un des dix mythona-
mes, infiltré, dit-il, depuis plus d'un an dans
l'équipe pour raconter de l'intérieur la superche-
rie. En Espagne, la nouvelle fait l'effet d'une
bombe. A l'étranger aussi. *Libé* y consacre
même un papier dans son édition du 25 novem-
bre 2000, intitulé : «*De faux handicapés pour
de vraies médailles*».

Carlos Ribagorda racontera à plusieurs reprises
que pour intégrer l'équipe des déficients men-
taux, il n'a pas vraiment eu besoin de forcer son
talent d'acteur. Il lui aura suffi d'un coup de fil,
d'un test de pression sanguine et de quelques
pompes, et le tour était joué. Malgré ce que pré-
voyait le règlement de la catégorie, il n'a pas eu
besoin d'examen supplémentaires pour prou-
ver que son QI est égal ou inférieur à 75. Quand
la fédération est de mêche, ça aide. Les neuf autres
joueurs qui comme lui n'étaient pas porteurs
d'un handicap mental avaient tous déjà joué à
un bon, voire très bon niveau, souvent à la fron-
tière avec le monde professionnel. Quant aux
deux joueurs restants, vraiment handicapés,

ils étaient cantonnés à cirer le banc. Sans sur-
prise, à Sydney, l'équipe marche sur l'eau. Au
point de devoir, parfois, réduire un peu l'inten-
sité pour éviter d'éveiller les soupçons. «*Contre
la Chine, on gagnait de 30 points. Lors d'un
temps mort, le coach a dû nous dire, à moitié
sous le ton de la blague : "Ralentissez un peu les
enfants, ils vont finir par nous démasquer"*», re-
tracé Carlos Ribagorda en 2013 dans *El Mundo*.
La médaille d'or en poche, les dix joueurs sont
sommés de faire profil bas, conscients que
l'exposition médiatique grandissante multiplie
les chances qu'un ami, un proche ou une vague
connaissance découvre la supercherie. «*Au mo-
ment de retourner en Espagne, on nous a dit que
Marca [le quotidien de sport le plus lu du pays,
ndlr] avait fait un article sur notre médaille d'or
et des gens nous avaient probablement re-
connus. On nous a dit de porter des casquettes
et des lunettes de soleil*», continue le journaliste-
basketteur.

«Ségrégation». Après le tollé suscité par l'ar-
ticle de *Capital* et les enquêtes successives des
autres médias, les Espagnols ont dû rendre leurs
médailles. Le président de la Fédération, Fer-
nando Martín Vicente, qu'on a accusé d'être le
cerveau de cette immense triche, a dû rembour-
ser de sa poche 150 000 euros de subventions
publiques versées par l'Etat aux athlètes, et a été
condamné à une amende de 5 000 euros. Mais
ce n'est rien comparé à ce qu'ont perdu les spor-
tifs atteints d'un handicap mental. Leurs mé-
dailles d'or, d'abord, que les deux basketteurs
espagnols vraiment handicapés ont dû rendre
également – les Russes, que certains accusent
également d'avoir triché, ne les ont toutefois pas
récupérées. Surtout, tous les athlètes porteurs
d'une déficience cognitive ont perdu le droit de
participer aux Jeux. Estimant qu'il était trop
difficile d'évaluer leur état intellectuel avec cer-
titude, le Comité international paralympique
les a tout simplement exclus des Jeux. Ils n'ont
fait leur retour qu'en 2012, à Londres, et dans
trois sports seulement : la natation, l'athlétisme
et le tennis de table. L'ancien président de la Fé-
dération française des sports adaptés Yves Fou-
cault parlait durant ce laps de temps d'une
forme de «*ségrégation*», répétant à l'envi cette
formule : «*Quand Lance Armstrong est con-
damné pour dopage, on n'interdit pas le cy-
clisme*».



A Sydney en 2000. En haut à droite : l'infiltré, Carlos Ribagorda. J.L. KÉRÉGORIS/MAPIFF

JULIEN LECOT



L'É.F.R.

Arrestation du fondateur de Telegram : «On n'a jamais pris une mesure aussi coercitive»

Après l'arrestation du milliardaire franco-russe Pavel Durov samedi, survenue dans le cadre d'une information judiciaire contre «personne non dénommée», l'avocat spécialisé en droit numérique Alexandre Lazarègue analyse les dessous d'une décision inédite à l'encontre d'un patron de la tech. PHOTO REUTERS

Les forces russes ont tiré plus de 100 missiles et 100 drones sur l'Ukraine lundi matin, endommageant un peu plus les infrastructures énergétiques, et faisant au moins cinq morts.

Par
**KRISTINA
BERDYNKYKH,**
Correspondance à Kyiv

Aux premières heures, lundi, les habitants de Kyiv ont été réveillés par de fortes explosions. Deux jours après que l'Ukraine a célébré le 33^e anniversaire de son indépendance, samedi, la Russie a lancé l'une de ses attaques les plus massives contre les villes ukrainiennes, tirant plus de 100 missiles et une centaine de drones.

À 6 heures du matin, Yulia Kishenko, coordinatrice des programmes éducation de l'organisation caritative Vostok SOS, et ses deux garçons se sont réfugiés dans le couloir de leur appartement. Avec Maxime, 3 ans, ils ont joué aux petites voitures pour se distraire. Elle a gardé Stefan, qui n'a que 22 jours, contre elle pendant plusieurs heures. «Heureusement, il est encore trop petit et ne comprend rien», dit Yulia. À l'aîné, qui voulait savoir ce qu'étaient ces «boums», elle a expliqué calmement : «Ce sont des méchants qui lancent des missiles sur nous, et nos soldats les abattent.»

Coupures. Les sirènes, à Kyiv, ont hurlé huit heures durant sans interruption. Même après que les défenses aériennes ont eu raison des missiles, les drones Shahed continuaient à tourner dans le ciel. Dans certains quartiers, l'électricité et l'eau ont été coupées. Mais la plupart des Kyiviens ont vaqué à leurs occupations, promenant tranquillement leurs chiens, circulant en voiture et faisant la queue dans les cafés et les boulangeries, comme un lundi matin ordinaire. Mais, craignant de nouveaux bombardements, beaucoup



Après une attaque de missile russe dans la région d'Odessa lundi. PHOTO AFP

En Ukraine, «la Russie s'est rappelée à nous»

de gens sont restés abrités dans les parkings souterrains et les stations de métros. Les visages graves autour d'eux n'ont pas empêché des adolescents de chanter en chœur une chanson vieille de trente ans, mais dont les paroles sont toujours d'actualité. «Qui d'autre défendra notre liberté, si ce n'est pas toi et si ce n'est pas moi ?» ont résonné les voix sous les voûtes de marbre.

En tout, quinze régions ont été touchées par des drones, missiles de croisière et missiles hypersoniques Kinjal, visant principalement, comme souvent depuis des mois, les infrastructures énergétiques et aggravant ainsi la menace de l'arrivée de l'automne et de l'hiver. Le distributeur d'électricité Ukrenergo a immédiatement annoncé qu'il serait contraint de procéder à des coupures de courant

d'urgence pour stabiliser le système. Dans la seule région de Kyiv, deux installations énergétiques ont été endommagées dans la matinée, selon les autorités locales. Les générateurs ont recommencé à bourdonner dans les rues de la capitale, alors que le très chaud mois d'août s'était juste-là déroulé sans coupures de courant. Il y a quelques jours, Kyiv avait même annoncé la reprise des exportations d'électricité vers les pays voisins, afin d'éviter les accidents dans le système énergétique. Mais de nouveau, la pénurie guette.

Feux verts. À Lutsk, dans l'ouest du pays, un Shahed a touché un immeuble d'habitation. À l'heure actuelle dans le sud, dans la région d'Odessa, deux enfants

de 8 et 10 ans ont été blessés. L'écrivaine Yevgenia Zavalny, qui vit à Tchernomorsk, près de la mer, raconte qu'elle a

entendu des explosions, après quoi l'électricité et l'eau ont immédiatement été coupées. Aujourd'hui, elle ne s'inquiète pas seulement pour elle-même. Sa mère vit au septième étage, elle a une jambe cassée et il lui sera extrêmement difficile de se déplacer sans ascenseur. «Nous nous sommes un peu détendus ces dernières semaines, mais la Russie s'est de nouveau rappelée à nous», déclare-t-elle. Selon les autorités ukrainiennes, les bombardements aériens ont fait au moins cinq morts et une vingtaine de blessés à travers le pays.

Sans attendre la fin de l'alerte, Volodymyr Zelensky

a publié un discours vidéo dans lequel il qualifie Vladimir Poutine de «créature malade». De nombreuses frappes ont touché la partie occidentale du pays. «Dans les différentes régions de l'Ukraine, nous pourrions faire beaucoup plus pour protéger des vies si l'aviation de nos voisins européens travaillait ensemble avec nos chasseurs F-16 et avec nos défenses antiaériennes», a-t-il affirmé dans une allocution diffusée sur Telegram, exigeant «des solutions». Zelensky a de nouveau appelé les alliés à lever les restrictions imposées à l'Ukraine sur les frappes d'armes occidentales en Russie, et demandé davantage de systèmes de défense aérienne et de missiles.

Depuis que l'Ukraine s'est emparée d'une partie du territoire russe et a lancé l'opé-

ration de Koursk, le président ukrainien demande inlassablement à ses partenaires l'autorisation de mener des frappes en profondeur sur le territoire russe. «L'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et d'autres partenaires ont le pouvoir d'aider à mettre fin à la terreur», a-t-il déclaré.

Pendant que Zelensky attend des feux verts, Poutine continue d'avancer dans le Donbass, intensifiant l'attaque dans la direction de Pokrovsk et accordant peu d'attention à ce qui se passe à Koursk. L'Ukraine préparera également des surprises pour l'ennemi. Zelensky s'est vanté samedi que l'armée ukrainienne avait utilisé pour la première fois son propre missile-drone «Palyanitsia», d'une portée de 600 à 700 kilomètres, sur le territoire russe. ➤

**L'HISTOIRE
DU JOUR**



LIBÉ.FR

En Israël, le poids du deuil accentue la fracture avec le gouvernement

Alors que débute une douloureuse période de recueillement à l'approche du 7 octobre, les proches d'otages, morts ou encore détenus à Gaza, combattent «l'indifférence» et réclament une trêve au gouvernement du Premier ministre, Benjamin Nétanyahou. PHOTO REUTERS

Au Burkina Faso, les jihadistes commettent un nouveau massacre

Une minute de traveling macabre. La moto longe à vive allure un fossé, tandis que le passager filme les corps en contresbas. Près de 90 cadavres jonchent le sol. La vidéo a été tournée samedi à Barsalogo, dans la province de Sanmatenga, à environ 150 kilomètres au nord de la capitale Ouagadougou. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, selon l'acronyme de l'organisation en arabe) a revendiqué l'attaque. Dans leur communiqué, les jihadistes affirment avoir tué «des miliciens burkinabè» ou volontaires pour la défense de la patrie (VDP), le nom officiel des combattants civils recrutés par l'Etat pour appuyer l'armée dans sa lutte antiterroriste. Ils sont nombreux à Barsalogo.

«Barbare». Sur la vidéo, pourtant, aucune des victimes n'est en tenue de combat. Aucune arme n'est visible. Les corps sont étendus au milieu des pelles et des pioches. Les hommes creusaient une tranchée lorsque l'attaque des jihadistes les a surpris. Un ouvrage défensif pour protéger la ville, ainsi

que l'exige parfois l'armée dans les zones où sévissent les insurgés. Sur les images satellites, on distingue nettement un cercle de six kilomètres de diamètre, presque complet, autour de la localité. En quelques minutes, samedi matin, la tranchée s'est transformée en fosse commune. La participation des habitants aux travaux a été interprétée par le Jnim comme une collaboration active avec l'armée burkinabè. Un comportement puni de mort par les jihadistes.

Un autre film consulté par Libération, tourné avec une caméra embarquée, montre des dizaines d'assailants entourés de balles la même tranchée. Les rétroviseurs et les chromes de leurs motos sont entourés de tissus pour empêcher les reflets. Le bruit des tirs est incessant. Le jihadiste qui filme recharge son arme. Les corps tressaillent sous les impacts. Les tueurs ouvrent aussi le feu en direction de Barsalogo. Hors du champ des caméras, l'assaut a encore fait des dizaines d'autres victimes. Le gouvernement n'a pas donné de bilan humain,

mais celui-ci pourrait dépasser les 200 morts. A la télévision nationale, le ministre de la Communication, Rimalba Jean Emmanuel Ouedraogo, a condamné une «attaque lâcheté barbare» perpétrée par «des hordes de criminels» qui s'en sont pris à «des femmes, des enfants, des personnes âgées et des hommes, sans distinction».

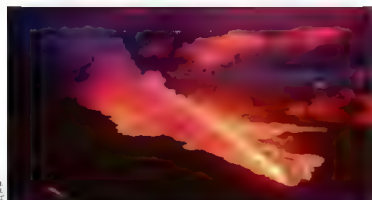
Spirale. Dimanche, quatre ministres et le chef d'état-major des armées se sont déplacés au chevet des blessés évacués à Kaya, à 45 kilomètres de Barsalogo. Le ministre de la Sécurité, Mahamoudou Sana, a reconnu que des militaires et des VDP avaient été tués dans l'attaque, sans en préciser le nombre. Il affirme que l'armée a mené une «rétro-poste» avec «le soutien des vecteurs aériens».

Barsalogo est une petite ville, mais située sur un axe stratégique connectant la capitale aux régions septentrionales. Depuis six ans, elle a accueilli des milliers de villageois fuyant les violences, au point que le nombre de déplacés a largement dépassé celui des habitants.

Le massacre de Yirgou, le 1^{er} janvier 2019, au cours duquel des dizaines de civils peuls accusés de complicité avec les jihadistes avaient été exécutés par des miliciens pro-gouvernementaux, avait déclenché une première vague de déplacements vers Barsalogo, à une cinquantaine de kilomètres.

Depuis, la spirale mortifère des vengeances exercées tour à tour par les insurgés islamistes et les soldats ou leurs supplétifs civils a poussé des centaines de milliers de personnes à fuir à leur tour, vers les centres urbains comme Barsalogo, Kaya et jusqu'à Ouagadougou. Le régime militaire du capitaine Ibrahim Traoré, qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat en septembre 2022, ne jure que par la force pour régler la question jihadiste. Il ferme systématiquement les yeux sur les exactions commises par ses troupes, auxquelles le Jnim répond par des tueries toujours plus sanglantes. Celle de Barsalogo marque un nouveau palier dans l'horreur de la guerre civile.

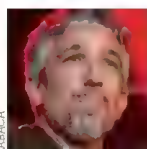
CÉLIAN MACÉ



Environnement Un nuage de soufre issu d'un volcan islandais survole la France

Un nuage de gaz qui nous vient tout droit de l'Islande. L'éruption jeudi (photo) du Sundhnúsgígardur, dans l'ouest de l'île, a entraîné un échappement de dioxyde de soufre, qui s'est retrouvé en France dans la nuit de samedi à dimanche et va traîner dans l'air jusqu'à ce mardi. Parfaitement incolore, le gaz se repère surtout par son odeur caractéristique, un peu âcre, comme un œuf pourri. Si l'odeur peut être désagréable, ses risques sanitaires sont faibles. (avec AFP)

Radio Guillaume Meurice va faire son grand retour sur Nova



Le secret était bien gardé : où atterrir Guillaume Meurice en cette rentrée après son licenciement pour «faute grave» de Radio France faisant suite à sa blague du «nazi sans prépuce» pour qualifier Benjamin Nétanyahou ? Selon les informations de Libé, c'est Radio Nova qui a proposé à l'humoriste de l'accueillir, avec une partie de la bande

démissionnaire (voire carrément non reconduite) du *Grand dimanche soir*. L'horaire restera le même que la défunte émission de France Inter : le dimanche à partir du 8 septembre à 18 heures pour une émission de deux heures qui se déroulera en direct et en public depuis le théâtre de l'Européen à Paris.

ADRIEN FRANQUE

41,6

C'est, en degrés, la température qu'a enregistrée l'Australie lundi, un record pour la saison.

La fin de l'hiver en Australie – qui s'étend de juin à août – s'apparente cette année à un été caniculaire. Avec 41,6°C sur la côte nord-ouest du pays, le pays a battu un nouveau record de température hivernale, a annoncé le centre météorologique australien. Cette température dépasse de 0,4°C le précédent record établi en août 2020. Bien que le record soit «provisoirement confirmé», les scientifiques doivent s'assurer qu'il n'est pas le résultat d'une anomalie locale avant qu'il n'entre officiellement dans le livre des records. (avec AFP)

Rentrée scolaire: pas de ministre et un premier appel à la grève

On finit par se demander à quand remonte la dernière rentrée scolaire à peu près normale. Il y a eu le Covid, deux ans de suite, puis un changement de ministre de l'Éducation nationale après cinq années de Jean-Michel Blanquer (Pap Ndaye, en 2022), suivi d'un autre (Gabriel Attal, en 2023). Ce coup-ci, ce sera donc un retour à l'école soit sans (réel) ministre, Nicole Belloubet étant démissionnaire donc seulement en charge des affaires courantes, soit avec un ou une ministre fraîchement nommée. «Ce sont systématiquement des rentrées complexes», a pointé, lundi ma-

tin, Guislaine David, secrétaire générale de la FSU-Snuipp, syndicat majoritaire des enseignants du primaire, qui ouvrait le bal des conférences de presse de rentrée dans le milieu de l'éducation, à la veille de celle de Nicole Belloubet. Une incertitude politique qui, toutefois, ne devrait pas peser sur le lancement de l'année scolaire, selon Guislaine David : «Les enseignants préparent leur rentrée en disant "je vais faire ce que je pense être bon pour mes élèves"».

L'heure sera tout de même à la lutte : la FSU-Snuipp, aux côtés de la CGT Éducation et de Sud Éducation, an-

nonce d'ores et déjà un appel à la grève le 10 septembre, pour dénoncer les conditions de travail des personnels de l'éducation, réclamer une nouvelle politique éducative et appeler à la fin des évaluations nationales. Le syndicat du primaire appelle d'ailleurs «à ne pas faire passer les évaluations», dit Guislaine David. C'est un élément qui conduit à une dégradation des conditions de travail.

Ces tests, obligatoires chaque année pour tous les élèves du CP au CM2, démarrent le 6 septembre. Ils sont régulièrement dénoncés par les enseignants, qui déplorent devoir préparer les enfants à

ces évaluations formatées. Parmi les requêtes du syndicat : redéployer le système, réduit à peau de chagrin depuis Blanquer, du «plus de maîtres que de classes», recruter des enseignants spécialisés, augmenter les salaires, en particulier pour les milieux de carrière, et profiter de la baisse démographique pour alléger les effectifs des classes, les plus chargées d'Europe. «L'école s'est transformée en objet de communication politique pour des ambitions personnelles. L'école dit "ras-le-bol"», résume Guislaine David.

ELSA MAUDET

A lire en intégralité sur Libé.fr.

Jeanne Pham Tran

«Le bambou nous relie à tout ce que l'on a perdu en tant qu'urbains»

Dans «Révolution bambou», l'autrice Jeanne Pham Tran dresse l'inventaire de toutes les vertus de l'«herbe miraculeuse» aux mille et un débouchés. Ecologique et économique, solide et souple, le végétal comporte aussi, selon elle, une dimension philosophique et doit permettre de renouer avec la nature comme avec les autres.

Recueilli par
NINA GUERINEAU DE LAMÉRIE

C'est une ode riche et tendre à la fois, entre l'hommage à un ami d'enfance et le pamphlet politique. Dans son dernier ouvrage, *Révolution bambou*, paru en mai (éditions des Equateurs), l'autrice et éditrice Jeanne Pham Tran brosse un portrait exhaustif du végétal surprenant, aux mille vertus. Elle l'a découvert enfant, puis au cours de ses études de littérature chinoise, et elle le côtoie de près depuis son emménagement en Thaïlande en 2021. La plante aux feuilles vertes et aux chaumes dorés «gagnerait à être mieux connue en Europe», avance dans son livre la Française d'origine sino-vietnamienne. Ceux tombés dans la marmite du roi des légumes et des forêts – on les appelle les «pratiquants du bambou» – ont développé pour lui une vraie passion, nourrie par ses superpouvoirs écologiques, son impressionnante résistance et sa souplesse poétique. Cette «herbe miraculeuse» – car le bambou n'est pas un arbre – pourrait bien être l'un des plus puissants remèdes contre les crises environnementale, économique et sociétale, soutient l'écrivaine. En Asie, la

plante était partout avant l'arrivée du béton et du plastique, dans les objets du quotidien, les infrastructures, les bâtiments, mais aussi les arts et la culture. Depuis sa maison de Bangkok, capitale de la Thaïlande, Jeanne Pham Tran plaide pour un nouvel âge d'or, mondial cette fois, du bambou, capable, d'après elle, de «révolutionner notre usage du monde» et de créer «une passerelle entre nous et les autres êtres vivants».

Dans votre livre, on a l'impression que vous entretenez un lien affectif avec le bambou. Est-il, en quelque sorte, un ami d'enfance ?

Oui, le bambou est devenu un ami – même si c'est un regard très anthropomorphisé. J'ai donné un nom à celui de mon jardin actuel, en Thaïlande, comme on le fait avec un animal de compagnie. Je m'amuse à dire que c'est un végétal de compagnie. Il s'appelle Su Dongpo, en référence à un poète et peintre

chinois du XI^e siècle, passionné par le bambou. Pendant mon enfance, dans ma maison de famille du Limousin, le bambou était un endroit refuge. Entre les chênes et les châtaigniers, mon arrière-arrière-grand-père avait planté un petit bosquet. Un bambou très fin, vert, le genre qu'on voyait à l'époque dans les campagnes du Sud. J'allais

me cacher au milieu de ses tiges, l'éré. C'était ma cabane, ma cachette secrète. Je voyais tout et personne ne me voyait. Pour mon voisin – un vieux grincheux qui détestait que nos branches d'arbres dépassent chez lui –, c'était plutôt l'inverse. Un jour, il est venu râler parce que du bambou commençait à pousser dans son jardin. On a dû aller couper les rejets.

En France, on n'aime pas trop ce végétal ?

Il y a deux écoles : il y a les personnes qui adorent les bambous, qui les trouvent fabuleux, et celles pour qui c'est le cauchemar absolu, un végétal diabolique. Elles crient à la plante invasive, mais au sens juridique du terme, ce n'est pas le cas ! Certes, le bambou croît et s'étend extrêmement vite, mais il ne déséquilibre pas l'écosystème qui l'entoure. Dans notre maison du Limousin, le bosquet de bambou reste circonscrit à son endroit depuis cinq générations et cohabite avec noisetiers et tilleuls. Chez moi, un cocotier géant a réussi à pousser au milieu des bambous. Il faut arrêter de diaboliser cette plante, que l'on méconnaît totalement. Dans le monde, il y a 1600 espèces de bambous. Les deux familles les plus connues sont les traçants, qui alimentent les milieux tempérés comme la France et ont une vraie tendance à galoper, et les cespiceux, qui préfèrent les zones tropicales comme la Thaïlande et poussent en formation serrée, en touffe.

Vous expliquez que le bambou présente de nombreux bénéfices pour le jardin et l'environnement en général...

Le bambou s'adapte à tous les climats, à tous les sols. Originaire d'Asie, il s'est très bien acclimaté aux terres européennes. C'est une espèce tout terrain, caméléon, qui pousse aussi bien en haute montagne, dans la neige de l'Himalaya, qu'en Asie du Sud-Est, où il fait 50°C toute l'année. Grâce à cette incroyable capacité d'adaptation, c'est un super agent de reforestation. Il régénère les sols dégradés – il est capable d'éliminer certaines toxines présentes dans les sols pollués –, là où il y a beaucoup de caillasses, de béton. Un pouvoir très utile à l'heure de la crise climatique. Les prairies de bambou, on ne dit pas forêts, le bambou étant une herbe, n'ont aussi un atout pour lutter contre l'érosion. Le rhizome – les tiges du bambou qui poussent dans le sol – se déploie comme une toile d'araignée souterraine. Dans les zones où il y a des glissements de terrain ou sur les rives des rivières, par exemple, elles permettent de maintenir le sol. Le bambou est, de plus, une éponge géante, que cela soit en milieu aride ou tropical. En zone sèche, il stocke l'eau pour survivre pendant plusieurs mois. En zone humide, il en absorbe énormément pour éviter de se noyer. En Asie, du bambou a été planté dans des endroits où il y a de gros problèmes d'inondations et les résultats sont très probants.



INTERVIEW



Il existe 1600 espèces de bambou dans le monde. PHOTO MICHIEU. GETTY IMAGES

Faudrait-il conseiller aux communes françaises victimes d'inondations à répétition ou de longue sécheresse d'en planter ?

Il pourrait être une partie de la solution. Mais il ne faut pas oublier que c'est une plante qui a été importée en France. Pour préserver l'équilibre des écosystèmes, mieux vaut privilégier les variétés locales.

Le bambou est-il un allié de la transition écologique ?

Nous devrions l'utiliser davantage, maintenant que l'on sait que la planète est en péril. C'est vraiment un matériau low-tech, transformable en un nombre extraordinaire d'objets, qui consomme peu d'énergie et remplace des matières extrêmement polluantes, comme le béton et le plastique. Avec le bambou, on peut autant construire les fondations d'un logement que réaliser des travaux plus fins, délicats. En Thaïlande, les petits paniers où l'on met le riz gluant sont en bambou. Sur-tout, il est à portée de main dans toutes les régions du monde – à l'exception de l'Europe –, très peu cher et simple à cultiver. Son bois est facile à travailler et il n'y a pas besoin d'une technologie extraordinaire pour le traiter. Enfin, sa vitesse de croissance est hallucinante. C'est la plante qui pousse le plus vite au monde. L'espèce la plus répandue de Chine peut grandir jusqu'à un mètre par jour. C'est la plus intéressante, industriellement par-

«Il régénère les sols dégradés, là où il y a beaucoup de caillasses, de béton. Un pouvoir très utile à l'heure de la crise climatique. Les prairies de bambou sont aussi un atout pour lutter contre l'érosion.»

lant. Ce qui est aussi remarquable, c'est qu'il a une grande résistance ainsi qu'une grande souplesse. Cela permet aux maisons en bambou de rester entières, sans fissure, après un séisme, contrairement aux infrastructures en béton ou en acier. Il est comme le roseau : il plie mais ne casse pas. En cas de tremblement de terre, il est d'ailleurs recommandé en Asie de se réfugier dans une prairie de bambous. Grâce à son maillage, le sol résiste mieux, et si un bambou tombe, on ne risque pas de mourir.

Pourquoi son bois n'intéresse-t-il pas l'industrie du bâtiment en Europe ?

Le bambou n'a pas de statut juridique en France ou en Europe. Avoir une prairie de bambou chez soi, ce n'est pas comme une forêt, on ne peut pas la protéger. Et construire une maison en bambou, c'est comme si on la bâtissait en herbe... Après, en France, le bois de bambou n'est pas forcément le plus adapté pour ériger sa demeure. Il n'est pas certain qu'en plein hiver, elle soit assez isolée pour nous réchauffer. Si on restait logique, plutôt que de faire pousser des prairies en France, on aurait tout à gagner à développer la culture du bambou là où il pousse naturellement. La plupart des bambous poussent dans la zone intertropicale, là où se trouvent les pays les plus pauvres. Ça peut devenir une ressource économique, ainsi qu'un moyen de recréer du lien. Traditionnellement, lorsque l'on construisait une maison en bambou, tout le village y participait.

Pourtant, depuis vingt ans, certains Occidentaux ont développé une «bambou mania».

Oui, paradoxalement, chez nous, c'est nouveau, on ne fait pas le lien entre la pauvreté et le bambou. On trouve au contraire que ça apporte une touche exotique et on sait que c'est écolo. La bambou mania concerne surtout les grandes enseignes de décoration d'intérieur. Le problème, c'est que l'on tombe rapidement dans le greenwashing : beaucoup de marques s'en emparent pour vendre tout

et n'importe quoi en bambou. Du coup, on fait venir des bambous de l'autre côté du monde, souvent de Chine, le plus grand producteur mondial, ce qui est loin d'être vertueux.

Le bambou a-t-il lui aussi ses points faibles ?

Si on ne le traite pas, c'est comme tous les bois, celui-ci se retrouve rongé par les insectes et pourrit avec l'humidité. Sans traitement, les maisons en bambou ne tiennent debout que pendant trois à quatre ans. Le traitement actuel, à base de borax et d'acide borique, qui permet aux maisons de tenir trente ans, n'est pas neutre. D'autres existent mais sont compliqués et pas durables.

Quel message philosophique porte ce végétal ?

A force d'observer le bambou, j'ai découvert une collectivité en soi. De nombreuses plantes, comme le chêne ou le coquelicot, s'épanouissent individuellement. Le bambou, par son système de rhizome, ne grandit jamais tout seul. Il pousse toujours en collectivité, c'est la condition même de sa vie. Il vit en «famille», selon le terme de tous les «pratiquants du bambou» avec qui j'ai échangé. Les vieux soutiennent les plus jeunes. Ils s'entraident grâce à un système d'interconnexion très harmonieux. Cela nous ressemble en quelque sorte, malgré des velléités d'individualisme qui se généralisent depuis l'industrialisation de nos sociétés. Le bambou, par toutes les portes d'entrée qu'il nous ouvre, doit nous inspirer. Il est la baguette magique qui nous relie à ce qu'on a perdu, le lien à la terre, aux saisons, à la nature... Finalement, à tout ce dont on est déconnecté aujourd'hui en tant qu'urbains, en Asie ou en Europe. A l'heure où il y a un vrai échec du discours écologiste, le bambou pourrait être une nouvelle manière de sensibiliser à la nature, de développer un rapport de réciprocité avec les végétaux, les animaux, les esprits, les rivières, les montagnes... Il nous invite à un rapport plus égalitaire, d'échange et de respect mutuel.

Vous espérez que le bambou révolutionne notre usage du monde, d'où le titre de votre livre ? Révolution bambou. N'est-ce pas un trop grand de tâche pour un végétal, même si celui-ci s'avère prodigieux ?

Il faut rêver grand pour qu'une petite chose se passe. Le bambou doit permettre une révolution dans nos consciences. Tous les adeptes du bambou finissent par développer une relation physique avec lui. Certains pratiquants que j'ai rencontrés, dont le jardinier et pape du bambou Yves Crouzet, ont même un rapport amoureux à cette herbe extraordinaire et – je ne sais pas si vous avez déjà tenu un bout de bambou entre vos mains ? – sensuelle. Pour moi, cette rencontre a été révolutionnaire. La première fois que j'ai coupé un bambou, j'étais au bord des larmes. Je faisais des boutures de mes plants dans mon jardin en Thaïlande afin de les replanter sur une partie de mon terrain menacée par l'érosion. J'ai eu l'impression d'avoir monté tibia dans la main. Il y a un côté osseux, mais le bois est très doux, comme de la peau humaine. C'est très étonnant et troublant au début. Et si je ne peux pas dire que je suis amoureux du bambou – j'ai déjà un amoureux, c'est suffisant ! (rires) –, même après le livre, je continue d'être émerveillée à chaque fois que je vois une nouvelle espèce.

Nous faut-il notre propre révolution du bambou ?

En Europe, on gagnerait à explorer le côté philosophique du bambou. Sur l'aspect agriculture, je reste prudente, j'ai toujours peur du côté intensif des choses. Dès qu'on est dans l'excès, on perd toutes les vertus d'une plante. ➤

ferrari

VENTE JUDICIAIRE IMMOBILIÈRE
AUX ENCHÈRES PUBLIQUES



Ferrari & Cie Agence de publicité légale, judiciaire,
inst tuberculose et Formalités des sociétés
7, Rue Sainte-Anne - 75001 Paris

TE Vente aux Enchères Publiques au Tribunal Judiciaire de PARIS - Paris 4^e Tribunal -
75007 PARIS, salle ordinaire des ventes le **JEUDI 10 OCTOBRE 2024 À 14 H - EN UN LOT**
UN LOGEMENT À PARIS 17^{ème} - 6 et 8 Rue Sauffroy
De 21,92 m² bâti A, au 3^{ème} étage, porte en face d'entrée depuis le paillet (a2), comp.;
s'ajoutant avec cuisine, chère, S d'E avec WC, et UNE CAVE - Au S/Sol porte
à la d'entrée (a3), UNE CAVE. Le lot 8 est sous contrat de location de
logement nu à usage de résidence principale signé en date du 17/06/2017,
moyennant un loyer mensuel de 640,51 €, outre les charges provisionnelles de
60 € et d'une régularisation annuelle, payable le 1^{er} de chaque mois.

Mise à Prix : 60.000,00 €

Une consignation pour enchérir est obligatoire en un chèque de banque établi à l'ordre
du Bâtonnier séquestre d'un montant de 6.000 Euros, outre une somme pour les frais
d'émoulements dont le montant sera indiqué par l'avocat chargé de porter les enchères.
Pour tous renseignements, s'adresser à : **M^{me} Anne PONCY D'HERBES**, membre de
l'**AUDIT TALON-MILLET - Avocats à PARIS 17^{ème}**, 11 rue Villaret de Joyeuse -
Tél. 01.42.36.59.25 - cabinet@avocatstma.com, et en copie, tant notre
site : <https://www.talon-millet-avocats.com/ros-ventes/>, Au Greffe du JEX,
au Palais de Justice de PARIS, où le cahier des conditions de vente est déposé.
VISITE SUR PLACE LE 1^{er} OCTOBRE 2024 DE 10H30 À 11H30

Pour la publication de vos annonces, contactez-nous à l'agence d'annonces - Tél. 01 87 39 84 00

Votre journal

est habilité
pour toutes

VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements

Libération



de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail legales-libe@teamedia.fr

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr /
01 87 39 82 85 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES

33T - 45T - CD

TOUS STYLES

TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock

Musique Classique

Métal - Punk

Soul - Funk - House

World

(Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

Gros Stocks

et Collections

Contactez-nous

07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines Hi-Fi

Amplis - Cellules D.

Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France

avec respect

des mesures sanitaires

en vigueur.

Réponse très rapide

PAIEMENT CASH

Vous voulez passer

une annonce dans

Libération

Vous avez envie d'

Internet ?

Découvrez notre site de prise

d'annonces en ligne

<http://petites-annonces-liberation.fr>

Libé

Offre spéciale été - Papier + numérique
2 mois pour 30,90€
Prix 30,90€/mois sans engagement

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à
Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,
66643 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération
et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à
l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement * _____

☐ Règlement par carte bancaire

Expire le _____

☐ Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois

(au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30,90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque).

Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN _____

BIC _____

Signature obligatoire

* La date de début d'abonnement peut varier selon le passage de paiement ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Pour

éviter de nous adresser le plus possible de la date souhaitée.

Cette offre pour la carte bancaire SEPA est réservée aux abonnés en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur agréé

de la poste pour la France métropolitaine. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en

place de la livraison de l'abonnement.

Conformément à la loi sur l'abonnement de presse du 6 janvier 1978, nous disposons d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et de

modification des données que vous avez transmises ou obtenu un mail à donnees.personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données

personnelles, rendez-vous sur <http://www.liberation.fr/privacy>.

Moi + TOI + EUX = NOUS

ENSEMBLE

AGISSONS. DONNEZ !

Pour un monde
plus juste
et plus solidaire

Rejoignez
le Secours populaire
proche de chez vous

secourspopulaire.fr

pour faire un don
scannez ce QR code

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Koh-Lanta. Télé-réality. La Tribu Maudite. Présentée par Denis Brogniart.
23h35. CANAP 89. Magazine. Présenté par Étienne Carboneur.

FRANCE 2

21h00. Bleu, blanc, or : nos 100 chances de médailles. Documentaire. 22h05. Sam Balzer, d'argent et d'acier. Documentaire.

FRANCE 3

21h10. La stagiaire. Série. Le sauveur. Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel.
22h00. La stagiaire. Série. 2 épisodes.

CANAL+

21h00. Friscilla. Biopic. Avec Cailee Spaeny, Jacob Elordi.
23h00. Le tourbillon de la vie. Drame. Avec Lou de Laâge, Raphaël Personnaz.

ARTE

20h55. La Nuit des longs couteaux. Documentaire.
22h30. Le piège. Documentaire. Exécution du fils d'un mollach.

M6

21h10. 9-1-1. Série. Croisière de rêve. Quand vient l'orage.
22h45. 9-1-1. Série. Le complexe du héros. J'amas trop tard. Sous haute pression. Saison 1 (1/2).

FRANCE

21h00. Le grand spectacle. Divertissement. 53^e Festival interceltique de Lorient.
22h40. Abers Road. Magazine.

FRANCE 5

21h00. J'irai dormir chez vous. Documentaire. Kiriati.
21h50. Comme par magie. Documentaire. 22h50. C dans l'air. Magazine.

PARIS PREMIÈRES

21h00. Les fous du stade. Comédie. Avec Gérard Rinaldi, Jean Sarrus.
22h35. Les Charlots en folie. Documentaire.

TMC

21h25. 90° Enquêtes. Magazine. Cambréoliers, chauffards l'été chaud des policiers du Nord.
22h50. 90° Enquêtes. Magazine.

W9

21h10. Astérix et les Indiens. Film d'animation.
22h25. Astérix et Cléopâtre.

TF6

21h10. Trois. Aventures. Avec Brad Pitt, Eric Bana.
00h00. Le transporteur. Série. Euphrate. La mine.

C6

21h10. L'antidote. Comédie. Avec Christian Clavier, Jacques Villeret.
23h00. Le prix à payer. Film.

FEM

21h05. Coexistier. Comédie. Avec Fabrice Eboué, Audrey Lamy.
22h50. Terrible jungle. Film.

CSTAR

21h30. La folie camping-car. Documentaire. Episode 3.
22h55. La folie camping-car. Documentaire. Episode 1.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Camping Paradis. Série. Olympiades au Paradis (Parties 1 & 2). Avec Laurent Ournac, Thierry Heckendorf.
23h05. Camping Paradis.

GTER

20h45. Le Gendarme et les extra-terrestres. Comédie. Avec Louis de Funès, Michel Galabru.
22h25. Le Gendarme en balade. Film.

CHÉRIE 25

21h05. Snapped : disparitions inquiétantes. Documentaire. 2 épisodes.
22h55. Snapped : les femmes tueuses.

RMC STORY

21h10. Alien Fiction. Documentaire. Enquête sur les Ovnis. Ovnis : la vérité révélée.
23h00. Alien Fiction.

CNC

20h30. Débatdoc. Documentaire. La liberté ne meurt jamais. chroniques ukrainiennes.
21h30. Débatdoc - Le débat.

Libération

www.libération.fr
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 tel. 01 85 47 98 80
 contact@liberation.fr

Édité par la SARL Libération
 SARL au capital de 23 243 662 €
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 RCS Paris 362 028 199
 Principal actionnaire
 Presse Indépendante SAS

Copérintants
 Dov Alon.
 Amandine Bascoul-Romeu
 Directeur de la publication
 Dov Alon

Directeur de la rédaction
 Dov Alon

Directeur délégué
 de la rédaction
 Paul Guisno

Directrices adjointes
 de la rédaction
 Stéphanie Aubert,
 Laurence Provost,
 Alexandrina Schwartzbrod

Directrice artistique
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
 Michel Becquembourg
 (épicaux), Frédéric
 Séauval (prepress),
 Laure Bretton (JO), Gilles
 Dhers (photos web),
 Christian Lessou
 (enquêtes), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
 Lilian Alenxandre (France),
 Anne Laura Barret
 (environnement),
 Lionel Charrier (photo),
 Cécile Duhamas (L),
 Sonia Delasalle-Stolper
 (monde), Fabrice Drouzy
 (suppléments),
 Yoann Duval (forums),
 Matthieu Escalifer (jeux),
 Quentin Girard
 (modes de vie),
 Cédric Mathuc
 (checknews),
 Camille Pagan (actu),
 Didier Peron (culture)

ABONNEMENTS
 Site : abo.libération.fr
 abonnements@liberation.fr
 tarif abonnement 1 an
 France métropolitaine 364€
 tel. 01 85 55 71 40

PUBLICITÉ
 Libé plus
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
 à l'ARRÊT
 10, bd de Garzaule
 75015 Paris
 tel. 01 87 39 80 20
 annonces@teammedia.fr

IMPRESSION
 Midi Print (Gallargues),
 POP (La Courmeuve),
 Nancy Print (Jarlville),
 CILIA (Horté)
 Imprimé en France

ACPM
 LE JOURNAL + MEDIA

Membre de l'ACPM
 CFPAP 1125 C 80064
 ISSN 0335 1793
 Origine du papier : France
 Taux de fibres recyclées :
 100 % Papier détenteur de
 l'Éco-label européen
 N° FI 37/01

Indicateur
 d'écopointage :
 Ppt 0,009 kg/t de papier
 La responsabilité du
 journal ne saurait être
 engagée en cas de non-
 restitution de documents.
 Pour joindre un journaliste
 par mail : initiale du
 prenom.nom@liberation.fr



Solutions des
 grilles précédentes

MOYEN

1	6	9			
	7	1	3	5	
					9
6	2		7	4	3
2			8		6
5	3	6		9	8
4	2			9	
6			5	4	2
			2	3	4

DIFFICILE

6	5	4			
9	3	7	1	2	8
1	2	4	6	3	5
2	5	9	8	4	1
4	8	1	3	7	6
6	7	3	9	5	1
3	1	6	2	8	5
8	9	8	3	4	6
7	4	2	1	9	5

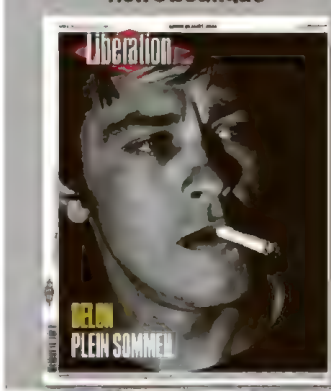
SUDOKU 5361 MOYEN

1	6	9			
	7	1	3	5	
					9
6	2		7	4	3
2			8		6
5	3	6		9	8
4	2			9	
6			5	4	2
			2	3	4

SUDOKU 5361 DIFFICILE

6	5			4	
		4		1	8
			2		9
					6
1			7	5	6
					1
				6	
2					8
9		1		7	
5		4			6

Retrouvez les derniers
 numéros de «Libération»
 et nos collecteurs sur
 notre boutique



BOULOTIQUE LIBÉRATION.FR

MARDI 27

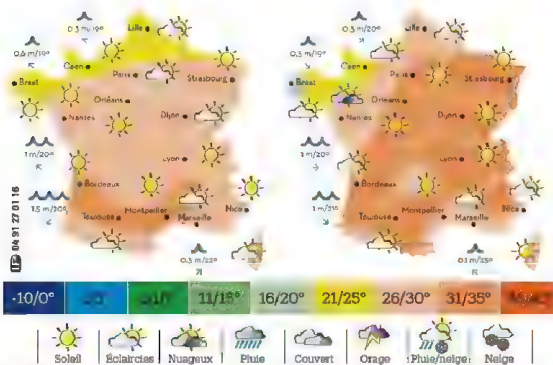
Le soleil s'impose partout. La petite fraîcheur du début de journée se fait vite oubliée.

L'APRÈS-MIDI Superbe après-midi sous une chaleur modérée très agréable. Le soir, le temps reste calme et sec partout.

MERCREDI 28

Temps calme et bien ensoleillé. Les rares brumes ou bancs de graille sont vite dissipés.

L'APRÈS-MIDI Belle et chaude après-midi de fin de mois d'août. La chaleur s'accroît avec la barre des 30°C dépassée sur la moitié nord.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	25	Lyon	14	27	Alger	22	28
Caen	13	25	Bordeaux	15	31	Berlin	13	27
Brest	13	23	Toulouse	13	31	Bruxelles	12	25
Nantes	14	27	Montpellier	18	31	Jérusalem	23	33
Paris	12	26	Marseille	20	30	London	15	23
Strasbourg	13	27	Nice	23	30	Madrid	22	34
Dijon	16	28	Ajaccio	23	29	New York	17	28



Une tombe juive vandalisée dans un cimetière militaire allemand, en novembre, dans l'Oise. PHOTO FRANÇOIS NAUMCEN, AFP

L'antisémitisme réexpliqué aux jeunes

Alors qu'une attaque antisémite a eu lieu samedi contre la synagogue de la Grande-Motte, le sociologue Michel Wieviorka alerte sur la recrudescence de ces actes. Il décrit les racines de ce mal dans une version actualisée de son ouvrage «L'antisémitisme expliqué aux jeunes».

Par
SÉBASTIEN FARCIS

«S'en prendre à un Français juif, c'est s'en prendre à tous les Français», a déclaré samedi 24 août Gabriel Attal suite à l'explosion qui a eu lieu un peu avant 9 heures, samedi, à la synagogue Beth Yaacov de la Grande-Motte, dans l'Hérault. Ce nouvel acte antisémite confirme une tendance : ces attaques racistes ont quasiment triplé depuis le début de l'année, avec «887 faits» recensés au premier semestre, selon Gérard Darmanin, contre 304 au cours de la même période en 2023. Dans six cas sur dix, ces violences sont directement commises contre des personnes, par des actes, menaces ou insultes antisémites. Ces niveaux sont inédits, selon le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), mais ne sont pas que le reflet d'une crise ponctuelle, déplore Michel Wieviorka. «Ce n'est pas une simple catharsis : il s'agit d'une aggravation dans un processus d'augmentation graduelle des actes antisémites, qui a commencé au dé-

but des années 2000, et c'est ce qui m'inquiète le plus», nous confie le sociologue.

Michel Wieviorka publie, jeudi, une version actualisée de son livre *L'antisémitisme expliqué aux jeunes*, édité pour la première fois il y a dix ans, aux éditions du Seuil. L'occasion pour lui, et pour nous, de revenir sur les racines de ce mal antisémite. L'ouvrage est simple en apparence, sous forme de conversations candidées entre une jeune fille imaginaire, Lise, et un professeur patient et pédagogue. La légèreté du ton tranche toutefois avec la lourdeur du sujet : la croissance inébranlable de l'anti-judaïsme et de l'antisémitisme depuis l'Antiquité, ses millions de morts, ses justifications étatiques et sa transformation. Jusqu'à la flambée des actes antisémites ces derniers mois en France, après les attentats du Hamas du 7 octobre 2023. Cette actualité a poussé Michel Wieviorka, spécialiste des questions de conflit et de racisme, à reprendre ce dialogue et à rajouter deux chapitres. «J'ai pensé à ma fille quand j'ai écrit ce livre», nous confie Michel Wieviorka, dont les grands-parents juifs polonais sont morts à Auschwitz. Et je me devais donc de continuer ce dialogue.»

Diabolisation

La force de l'ouvrage réside dans sa perspective historique : Michel Wieviorka nous plonge dans les racines de la haine des Juifs, née dans les milieux chrétiens de l'Antiquité. Il s'agit alors d'antijudaïsme, car les chrétiens tenaient les Juifs pour responsables de la mort du Christ sur la croix, et leur reprochent ensuite de refuser de le reconnaître et de se

convertir. L'un des paroxysmes de cette répression est atteint au XV^e siècle en Espagne et au Portugal. Les rois catholiques, non contents d'avoir chassé les Juifs de leurs terres, veulent s'assurer que ceux qui se sont convertis pour pouvoir rester ne sont pas des «faux convertis». L'institution religieuse de l'Inquisition invente alors les statuts de «pureté du sang» pour ceux qui veulent se marier, accéder à certaines professions ou à une charge

officielle : ils doivent prouver n'avoir aucun ancêtre juif sur cinq générations, et donc avoir un «sang pur», non juif. Les Juifs étaient jusqu'alors un peuple uni par une histoire et des croyances, les catholiques ibériques inventent une «race juive». «Dans ce contexte, l'antijudaïsme devient un racisme avant la lettre», écrit Michel Wieviorka. L'inquisition agira ainsi pendant trois siècles dans la péninsule ibérique et leurs colonies d'Amérique latine.

Mais ce n'est qu'à partir de la fin du XIX^e siècle que l'antisémitisme moderne s'organise idéologiquement sous le signe de la race, et que l'on peut parler d'antisémitisme, «un mot proposé en 1860 dans le débat savant et popularisé en 1879 par un publiciste allemand, Wilhelm Marr», rappelle Michel Wieviorka. Les idéologues antisémites français, comme Edouard Drumont, contribuent alors à racialiser les Juifs : ils leur attribuent des traits génétiques communs et imaginaires (nez crochu, etc.), et d'autant plus irréalistes pour une communauté répartie sur tous les continents. C'est toutefois cette construction raciale et cette diabolisation d'un ennemi commun qui a formé le terreau des crimes nazis et de leur

acceptation en France pendant la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, la lutte contre ces actes devient d'autant plus difficile que, face aux exactions récentes perpétrées par l'armée israélienne, les forces politiques françaises ont été bouleversées. L'extrême droite, berceau de l'antisémitisme, a voulu montrer une certaine solidarité envers la communauté juive, en faisant valoir un ennemi commun, l'islamisme du Hamas palestinien. Au même moment, la gauche radicale de La France insoumise, refusant de marcher au côté du Rassemblement national, a choisi de ne pas participer à la grande marche contre l'antisémitisme du 12 novembre, et a traîné à qualifier le Hamas d'organisation terroriste. Cette redistribution politique fait l'objet d'un chapitre spécifique dans la version actualisée de ce livre.

Distance

La communauté juive française est aussi chamboulée. D'un côté, les institutions représentatives comme le Crif ont su prendre de la distance par rapport à la politique israélienne. «Il y a quinze ou vingt ans, le Crif disait que la diaspora juive devait soutenir inconditionnellement la politique d'Israël, alors qu'aujourd'hui, c'est beaucoup plus nuancé», remarque Michel Wieviorka. Ses représentants n'acceptent bien sûr pas l'antisémitisme ni la remise en cause de l'Etat d'Israël, mais ne soutiennent pas sans conditions ce que fait l'état israélien.

A l'inverse, certains semblent s'égarer. Il y a d'abord Eric Zemmour, certainement le Juif d'extrême droite le plus connu, qui en cense depuis longtemps déjà l'écrivain antisémite Charles Maurras ou le maréchal Pétain, qui a collaboré avec les nazis pour envoyer les Juifs dans les camps de concentration. Et puis, plus récemment, Serge Klarsfeld, octogénaire rescapé de la Gestapo, chasseur infatigable des criminels nazis et militant pour l'édification de la mémoire de la Shoah. Et qui, malgré cela, a affirmé en juin qu'en cas de deal avec la gauche, il voterait pour le Rassemblement national. Un parti qui a été fondé par un homme qui considérait les chambres à gaz comme un «détail de l'histoire» et dont une candidate aux dernières législatives aime s'habiller en soldat nazi. «Ils ne sont pas les seuls, au sein de la communauté juive, à penser que le RN est fréquentable car ses dirigeants affirment qu'ils ne sont pas antisémites, nous confirme Michel Wieviorka. Mais ils le font surtout car ils considèrent que le RN est le meilleur barrage contre l'islamisme. Et cette position me préoccupe, au nom de la santé morale et intellectuelle des Juifs de France, mais aussi des valeurs universelles en général.»



MICHEL WIEVIORKA
**L'ANTISÉMITISME
EXPLIQUÉ AUX
JEUNES** 160 pp.,
ed. Seuil, 11,90 €

IDÉES!



RÉAUVUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Philippe K., Léon M. et Alain D.

Souvenirs d'un été inespéré qu'animent un masculin pluriel un provocateur malicieux, un champion silencieux et un acteur ombrageux.

Les triplés de mon été finissant ne feront jamais troupes. Ces trois hommes viennent d'univers variés et de générations opposées et pourraient volontiers être montés les uns contre les autres. Mais, ensemble, ils ont exalté un pays moribide qui s'attendait à décevoir plus encore et s'en délectait avec un masochisme complaisant. La France olympique a vécu l'inattendu d'une saison privilégiée qui durera ce que durent les roses. Jetant un œil surpris à son décollé, elle a découvert que son abondance flétrie et son image affaissée connaissent un soudain embellie. Il lui était tellement agréable de vivre d'illusions qu'elle s'est jetée au cou de ces médaillés de diverses obédiences comme s'il était salvateur de s'intoxiquer aux métaux lourds.

Katherine, le gigoteur bleu de France

Ce soir de juillet, la pluie battante donne à la cérémonie d'ouverture des JO une onction tragique que Philippe Katherine réussit à transformer en comédie parodique. Déluge ou pas, l'ambianceur prouve que rien ne doit être pris exagérément au sérieux. Surgissant de sous la cloche argentée chère aux restaurants étoilés, il apparaît bébé chanteur et agneau gigoteur, poupon blond et rôti barbu. Il est à la fois divin enfant et faune hippie. Lascif et indolent, fleuri et épanoui, il susurre une ode à la paix perpétuelle. Selon lui, la nudité généralisée serait à recommander car elle interdirait de cacher armes de poing et objets

contondants et annihilerait les différences entre riches et pauvres. Par son bedon rond plus que par ses mantras utopiques, il devient illico presto un Dionysos rigolard se bidonnant de tous les Apollons qui iront bientôt peupler les travées des stades. Il alterne fiesta et rumba quand la compétition exige effort et discipline. Peint en bleu, l'exhibo replet se revèle schtroumpf joyeux, quand le naturisme n'est pas forcément la tasse de thé des religions qui sacralisent plutôt la bure noire à la Gargamel. Conciliant mythes et évangiles en un je-m'en-foutisme paillard, le Vendéen de 55 ans est à la fois le plat de résistance de la Cène chrétienne et l'ambrosie du festin des dieux de l'Olympe. Ajoutons que, pour une fois, Katherine ne sera pas ce barde gaulois qu'As-térix et Obélix bâillonnent pour pouvoir se goinfrer de sangliers embrochés sans avoir les oreilles cassées.

Marchand, le dauphin mutique

Il était attendu, il n'a pas déçu. Mais quatre médailles d'or plus tard, personne ne sait précisément qui est Léon Marchand. Le nageur français n'appartient pas à ce monde de bruits et de fureurs, de faveurs et de likes, de clash et de trash qui fait l'ordinaire des champions fracassants. Il n'a pas les pectoraux saillants de Florent Manaudou, son collègue des piscines, ni la carcasse de bestiasse de Teddy Riner, judoka optimal. Il semble pâle cavalier éthéré face à des centaures qui se prennent pour Pégase et pas pour des percherons. Marchand, 22 ans, n'a surtout pas la facilité médiatique, ni l'aplomb séducteur de ces trentenaires au palmarès aussi fastueux que leur influence est évidente. Cela lui viendra-t-il avec le temps ? Ce n'est pas certain tant il paraît à des années-lumière de l'affirmation de la force physique et de l'exercice de la violence sym-

bolique que nécessite le triomphe sportif. Que Marchand excelle dans les coulées silencieuses et les ondulations secrètes témoigne de sa philosophie évanescence. Jamais strident, souvent mutique, il est moins requin des bassins que dauphin aphasique. Il est l'un de ces blondinets aux longues mains et aux épaules effacées qui n'ont pas des gueules de vifs-entrogne, ni des cursus de déracinés sociaux ou de décaqués de la vie. S'il étudie le codage informatique et se verrait bien développeur de jeux vidéo, c'est qu'il est déjà ailleurs, surfeur languide perdu dans un espace-temps qui me restera inconnu.

Delon, la mort du masculin

La disparition d'Alain Delon, dernier acteur viriliste revendiqué, va de pair avec la faveur inattendue rencontrée par les drag-queens et autres troubleurs de genre. La sor-

Par son bedon rond plus que par ses mantras utopiques, Philippe Katherine devient illico presto un Dionysos rigolard se bidonnant de tous les Apollons qui iront bientôt peupler les travées des stades. Il alterne fiesta et rumba quand la compétition exige effort et discipline.

tie de scène définitive de la star archaïque aux fidélités encombrantes et aux faiblesses touchantes cause une émotion qui est aussi la marque d'un basculement de civilisation. Flérot et impérieux, Delon, 88 ans, n'a jamais été perturbé par l'ambiguïté de sa beauté. En toute bonne conscience, il en a profité sans réserve et sans répliques. Désormais, la masculinité est un privilège qu'il faudrait abolir ou abjurer, sacrifier ou bricarder. À sa manière, Philippe Katherine sait jongler avec la fanfanterie testiculaire et s'en amuser sans sombrer dans le testamentaire, ce dont Delon était incapable. Nous verrons si Léon Marchand aura quelque chose à dire et à faire de ces binarités délavées. Demain sera un autre jour où l'on verra si l'olympien toulousain brassera à son aise dans ce bouillon de contradictions ou se contentera de papillonner sans rien éblouir. ➔

SIGNÉ GUGU



CULTURE/

JEUX VIDÉO

A Microids, «j'en ai marre de sortir des daubes»

Budget serré, lacunes techniques, méthodes envahissantes du patron... Malgré un catalogue imposant, l'éditeur vétérinaire est de plus en plus critiqué pour la qualité de ses titres. En interne, beaucoup dénoncent l'organisation de l'entreprise et partagent leurs frustrations.



Par
**CORENTIN
BENOÎT-GONIN**

Quand on pense aux champions français du jeu vidéo, Ubisoft et sa renommée mondiale viennent tout de suite en tête. Les plus experts penseront éventuellement à d'autres, comme l'éditeur Don't Nod ou le studio Quantic Dream, qui aiguisent régulièrement l'appétit des investisseurs étrangers, notamment chinois. Pas grand monde cependant ne pensera immédiatement à Microids, un des noms les plus anciens du secteur qui fêtera ses 40 ans l'année prochaine avec notamment à son catalogue des titres autour de figures de la bande dessinée telles qu'*Astérix et Obélix*, *Titeuf*, les *Schtroumpfs*, *Tintin*... Microids touche un large public et offre aux joueurs des aventures originales en incarnant des personnages qui leurs sont chers. Mais malgré cette expérience sur le

temps long et ses succès, Microids continue d'être jugé sur la mauvaise qualité de son éditorial : «Je voyais les commentaires de gens qui disaient "ce jeu a l'air super, mais comme c'est Microids, c'est mort", se souvient Amandine (1), ancienne employée désormais partie chez un autre éditeur. *A force, c'est frustrant. Ça pèse sur le moral.*»

FORCE BIEN INSTALLÉE

La fin d'année 2023 en particulier représente une fournaise gratinée avec plusieurs titres décriés tant par la critique que de nombreux joueurs. *Metacritic* (site qui réunit les critiques de la presse du monde entier dans une seule note facile à digérer) positionne Microids à l'avant-dernière place de son classement 2023 des éditeurs avec une annotation cruelle : le seul à ne pas avoir sorti un seul jeu jugé positivement. Une anomalie statistique pour un éditeur qui sort quand même autour d'une quinzaine de ti-

tres par an, davantage qu'un Nintendo, déjà considéré comme très productif.

«Notre priorité actuelle est de garantir la qualité de nos productions», assure pourtant Microids, contacté par *Libération*. Mais à en croire ceux passés par l'entreprise, le motto n'est pas toujours partagé. «En interne, on disait qu'on était des vendeurs de saucisses», rit jaune Amandine. Encore aujourd'hui, une partie du personnel ne se berce pas non plus d'illusions. «Évidemment, on est déçu de la qualité. On est les premiers frustrés», reconnaît Jérôme qui suit attentivement les projets au sein de l'éditeur. Le constat est similaire côté développeurs. «Personnellement, j'en ai marre de sortir des daubes, tance Henri qui travaille pour un studio qui collabore régulièrement avec Microids. On n'a même pas envie de proposer des projets sur des licences qu'on aime bien. On sait qu'on va les détruire.» Malgré sa ré-

putation, Microids représente une force bien installée et possède une marotte en particulier : l'adaptation de licence, notamment de bande dessinée justement. L'entreprise qui se veut «à taille humaine» est détenue depuis 2010 par la holding

ENQUÊTE

belge Média-Participations qui a déjà fait main basse depuis longtemps sur un grand nombre de maisons d'édition de BD : Dargaud, Le Lombard, Dupuis, entre autres.

SUCCÈS DÉMESURÉ

Le catalogue à la disposition de Microids relève ainsi de l'imposant. «Si on veut faire un jeu des *Schtroumpfs* ou de *Lucky Luke*, il suffit de prendre l'ascenseur pour obtenir un feu vert», plaisante-t-on dans les vastes locaux de Média-Participations, dans le nord-est parisien, où Microids a été rapatrié en 2018. Cette spécialisation lui a également permis de gagner la confiance d'autres acteurs de la BD qui

lui abandonnent sans trop de mal leurs figures célèbres, comme *Astérix* ou *Tintin*. Il faut dire que Microids est travaillé par une obsession : être présent sur les étals du plus grand nombre de boutiques possible. Une approche de supermarché théorisée et répétée ad nauseam en interne. Celle qui se cache derrière cette stratégie porte le nom de «M^{me} Michu». Elle ne travaille pas chez Microids ; elle n'y connaît d'ailleurs rien en jeu vidéo. Pourtant, les employés parlent d'elle comme d'une amie de longue date. «La dame qui a des gosses, qui va au centre commercial, qui achète les jeux sur lesquels il y a les personnages rassurants de son enfance. C'est elle, M^{me} Michu», raconte Sylvain, qui a travaillé pendant des années pour le compte de l'éditeur. Une vision sexiste des choses qui ne s'encombre pas tellement de scrupules quant à la possibilité de refourguier de la camelote. «Quand tu utilises ce terme, tu sais que tu vas sortir un jeu



Pendant une partie de *Schtroumpfs: l'épopée des rêves de Microids*, au salon du jeu vidéo à Cologne, le 22 août. PHOTO INA FASSEBENDER, AFP

«J'ai l'impression qu'on a affaire à des gens qui n'ont jamais connu la production de jeux vidéo de l'intérieur.»

Pablo employé d'un studio, à propos de Microids

Au sein de l'éditeur, on se défend en estimant que cette situation pourrait être améliorée collectivement, par la base. «Les gens devraient peut-être faire preuve d'un peu plus d'initiative. Raccourcir les circuits d'approbation tout en prenant un peu plus leur responsabilité», tempère Léa qui observe depuis longtemps le fonctionnement de l'entreprise. Microids assure être fier de préserver au maximum ses effectifs internes dans un contexte difficile. Cette sérénité contraste cependant avec la précarité de certains de ses partenaires qui ont procédé à des licenciements pour ne pas mettre la clé sous la porte. Les Madrilènes de Pendulo Studios, collaborateurs de longue date de Microids chargés de réaliser l'adaptation de *Tintin et les cigares du pharaon*, qui très mal reçu, en font partie. L'entreprise s'est séparée de 43% de son effectif en mars.

DEUX RECRUES

«On a un immense ressentiment. A Microids, ils sont largement responsables de l'échec de Tintin et ils ont annulé un prochain projet, ce qui a déclenché la vague de licenciements», tempère un employé resté chez Pendulo qui s'est finalement engagé sur d'autres développements avec l'éditeur. «Leur besoin d'une date de rendu fixe sans écouter ce que le studio en pense a provoqué la sortie d'un jeu défectueux, de mauvaises critiques et une coupe dans nos financements», proteste un autre, remercié.

Alors qu'au moins un autre studio en difficulté fulmine aussi contre Microids au point de songer à impliquer la justice, le catalogue annoncé pour 2024 semble plus encourageant. En interne, on affirme que le pôle éditorial – celui qui valide et supervise les projets de jeux – a été récemment renforcé par l'arrivée de deux nouvelles recrues. L'échéance de la fin d'année arrive à grand pas. Les enfants de M^{me} Michu nous en diront des nouvelles. ➤

(1) Tous les prénoms ont été changés.

qui n'est pas fou», estime-t-il. Depuis 2017, Microids a décidé de surfer sur le succès démesuré de la Nintendo Switch. Et la stratégie porte ses fruits : entre 2017 et 2022, le chiffre d'affaires de Microids a plus que quadruplé, passant de 9,7 à 43,9 millions d'euros. Dans un contexte économiquement rude pour le secteur, la boîte représente ainsi une forme d'imperturbabilité qui apaise les patrons de studios qui savent qu'ils peuvent toujours accepter un projet chez eux.

Néanmoins, personne n'a réellement envie de signer «une daube», ni Microids ni les studios qui les sous-traitent. Au sein de l'éditeur, ceux qui suivent les développements de près déplorent régulièrement des projets au budget dérisoire, qui ne peuvent qu'aller dans le mur. Les studios rognent sur le temps de développement et tout doit impérativement sortir pour Noël, saison particulièrement encombrée. Mais contrairement au

reste de l'industrie qui rend ses comptes fin mars, ils n'ont pas le choix. «Microids est une des dernières entreprises du jeu vidéo dont l'année fiscale se termine en décembre, du fait d'appartenir à Média-Participations», décrypte Simon, ancien employé parti depuis longtemps.

Les économies de bouts de chandelle se font aussi sur le recrutement. «On m'a promis une équipe de cinq personnes expérimentées. Après des mois de bataille, on m'a donné deux juniors qui sortaient d'école», s'agace Ivan qui a collaboré sur un épisode de *Syberia*, saga la plus connue de Microids. Les bas salaires ne sont pas le seul avantage d'une main-d'œuvre encore junior. «C'est plus facile de convaincre des jeunes qu'on fabrique des jeux vidéo en ne comptant pas ses heures», ruine Annick, qui a travaillé sur un titre *Hercule Poirot* à Microids Studio Lyon. Au sein des studios, on se plaint des interlocuteurs de l'entre-

prise dont les méthodes de travail semblent inefficaces. «On est obligés de faire de la gestion de stress. De leur stress. C'est infernal, témoigne Xavier qui a aidé à la conception d'un jeu à licence. Ils nous communiquent en permanence leurs peurs en interne alors que dans 90% des cas, tout va bien.» Des angoisses corroborées par plusieurs développeurs qui décrivent des fixettes allant à l'encontre des plannings décidés.

«ILS SONT CRÈVÉS»

Les studios alertent aussi sur des demandes irréalistes. Microids exige par exemple de la qualité digne d'un Nintendo malgré des budgets sans commune mesure. «J'ai l'impression qu'on a affaire à des gens qui n'ont jamais connu la production de jeux vidéo de l'intérieur», déplore Pablo, employé par un studio qui développe régulièrement pour l'éditeur. D'autres sont stupéfaits par des lacunes techniques

confondantes. «J'ai eu des cas où ils ne savaient même pas cliquer sur un lien, ou ouvrir un dossier compressé, se souvient Xavier. Je pense qu'ils ont trop travaillé. Ils sont crevés et ne comprennent plus rien.»

Le nom de Stéphane Longeard, le patron de Microids, revient souvent dans les témoignages. «Businessman à la papa», «beau parleur», «comme cet oncle à table qu'on aime bien, mais qui est un peu gênant» : les formules ne manquent pas pour dépeindre un boss aux méthodes envahissantes.

Une microgestion qui semble aller jusqu'à la production des jeux, loin de son domaine d'expertise. «De ce que je comprends, Stéphane passe derrière pas mal de projets. Je ne suis même pas sûr qu'il joue seulement aux jeux vidéo», s'étonne Henri. Pourtant, chez Microids, on réclame souvent aux studios avec qui signe l'entreprise que le nom de Stéphane Longeard soit le premier à apparaître au générique.

CULTURE/

Sabrina Carpenter, les lois du supermarché

Porté par le hit bubblegum «Espresso» sorti au printemps, l'album censé propulser l'ex-starlette Disney superstar déçoit en fine par sa banalité.

Pour ce qui concerne sa voix, Sabrina Carpenter n'a aucune personnalité. Aucune inflexion au micro dans la demi-dizaine d'albums qu'elle a sortis depuis son adolescence qui n'ait quelque chose à voir avec Katy Perry, Ariana Grande ou Taylor Swift. Dernière venue, après Miley Cyrus, Selena Gomez ou Olivia Rodrigo, d'une longue lignée de starlettes fondées dans le creuset Disney – elle s'est fait connaître du public ado avec son rôle dans la série Disney Channel *le Monde de Riley* –, elle surgit pourtant à l'heure de la sortie de *Short n'Sweet* comme agente

d'un renouveau incisif et culotté de la pop américaine, cousine blonde et bronzée de la *brat* Charli XCX quand bien même la pop électronique hyper-inventive de l'Anglaise et la variété dégenrée, énème amalgame de country soft, de r'n'b sans funk et de pop rock en plastique de l'Américaine n'ont rigoureusement rien en commun.

La faute à *Espresso*, méga-hit malin et plein de néologismes sorti au printemps et qui n'en finit plus de titiller le zeitgeist avec son refrain disco funk irrésistible et son mauvais esprit – le vrai tube du «Brat Summer» quand bien même ce n'est pas Sabrina Carpenter mais Charli XCX qui l'a initié.

Concocté par l'Américaine avec un triumvirat de hit-makers sans foi ni loi (John Ryan, l'homme derrière One Direction, Ian Kirkpatrick et l'inévitable Jack Anto-



A San Francisco, le 10 août. PHOTO ALIVE COVERAGE, SIPA USA, SIPA

noff), *Short n'Sweet* entend bien sûr capitaliser sur cet «overnight success ten years in the making» («un succès soudain résultant

de dix ans de préparation»). Mais si l'emballage est celui vibrant sur la rétine de la pop bubblegum la plus insolente, le disque

supposé propulser Sabrina Carpenter dans la stratosphère est diablement fade et emmerdant, produit calibré et éminemment prévisible d'une Taylor Swift de seconde catégorie. Pas un produit *cheap* bien sûr, donc pas dénué de qualité. Antonoff particulièrement fait des étincelles sur *Sharpest Tool* et *Please Please Please*, avatars assez gracieux de son collègue rock lennonien insolent sophistiqué, ou la ballade country FM *Slim Pickins*, tout en banjos cliquetants; quand *Good Graces* ou *Juno* ravivent intelligemment quelques tropes de la variété dégenérée de la fin des eighties. Mais qu'on ne se laisse pas tromper par l'avalanche de «fuck» dans les paroles, les références en temps réel, façon Swift, à sa vie intime et le storytelling de la *good girl gone saucy*. *Short n'Sweet* est en fine aussi décevant et mensonger que le fut *Teenage Dreams* de Katy Perry après le teaser *California Gurls* il y a quatorze ans: une énième promesse d'Eden bubblegum pop trahie par la pression du marché.

OLIVIER LAMM

SABRINA CARPENTER
SHORT N'SWEET (Universal)

Belong, shoegaze à tous les étages

Après treize ans d'absence, le duo américain sort *Realistic IX*, un troisième album remarquablement produit, influencé par My Bloody Valentine.

Les voies de la pérennité, en art, sont impénétrables. Surtout dans le champ indépendant de la musique, où aucun label n'a les moyens de financer son back-catalogue et où les disques disparaissent des bacs à la vitesse de l'éclair. Pourquoi certains albums persistent-ils dans le cœur des auditeurs et l'histoire, et d'autres s'évanouissent? Comment se fait-il que certains ressurgissent, et d'autres jamais? On aimerait poser la question à Michael Jones et Turk Dietrich, les deux Néo-Orléanais formant *Belong*, dont les albums sortis en 2006 (*October Language*) et 2011 (*Common Era*) n'ont jamais complètement quitté le paysage, à la faveur de rééditions multiples mais surtout d'un engouement sans cesse ravivé. Engouement qui n'a peut-être pas rien à voir avec le fait que le temps n'a pas de prise sur leur musique; en tout cas *Realistic IX*, leur troisième album qui paraît après treize ans



Les deux Néo-Orléanais Michael Jones et Turk Dietrich. PHOTO BELONG

d'absence, ne signale aucune mutation d'ampleur qui témoignerait du temps passé, pourtant conséquent. De facto ce disque de shoegaze électronique radical et remarquablement produit aurait pu sortir deux jours, deux semaines ou deux ans après son prédécesseur. Voire en 1992 dans la foulée de *Loveless* de My Bloody Valentine, influence énorme et évidente sur ce *Realistic IX* qui en prolonge l'obsession hypnotique ou le traitement des voix, rendues diaphanes jusqu'à la désincarnation. Comme *Common Era*, ce dis-

que américain a tout d'un décalque à la première écoute, à tel point qu'on aurait vite fait de confondre Michael Jones et Turk Dietrich avec des apprentis Kevin Shields aspirés dans le même vortex perfectionniste qui a rendu le leader et metteur en son de My Bloody Valentine incapable de donner une suite à son chef-d'œuvre des décennies durant. Mais si les Américains sont des obsédés du son, leur musique est riche d'autres couleurs, d'autres textures qui la distinguent de celle de ses aînés, et de toute la cohorte néo-shoe-

gaze pour tout dire. Une singularité qui a tout à voir avec leurs racines électroniques – signalons que Dietrich a mené d'autres aventures, telle celle intégralement synthétique de *Second Woman* avec Joshua Eustis de Telefon Tel Aviv – et qui les autorise à s'avancer vers des territoires nettement plus brumeux et accidentés. À l'instar de l'Autrichien Christian Fennesz, maestro d'un ambient ravagé pour guitare et software, *Belong* est loin de s'en tenir, pour ériger ses murs de son, aux Fender Jazzmaster, pédales bricolées maison et autres amplis à lampe. Sans info particulière à notre portée, on devine que l'ordinateur leur a beaucoup servi pour sculpter les rideaux de son somptueusement saccagés d'*Image of Love*, *Bleach* ou *Crucial Years*, mais aussi un *8 AM/PM* frisant la techno minimale, pas loin de la musique pastorale à l'os de Gas. C'est cette opulence paradoxale du son beau-laid et dévasté, profondément énigmatique, qui fait l'intérêt, bien plus que le chapeau tiré à My Bloody Valentine, de *Belong* et de cet album de come-back exceptionnel. Comme un miroir sale ou le maelstrom, on se perdra, on se trouvera beaucoup à s'observer dans son flou inépuisable et sa complexité.

O.L.

BELONG **REALISTIC IX** (Kranky)



La nappe du jour

À écouter les yeux fermés Lee Underwood a œuvré comme poète, journaliste spécialisé en jazz avant de glisser dans la subculture new-age au début des années 80, contribuant au magazine *Mind/Body/Spirit* et signant un petit classique du genre, le très beau *California Sigh*, en 1988. Un disque de guitare à mi-chemin du maître Robbie Basho et de l'école Windham Hill, produit par le maître de l'ambient western Steve Roach et discrètement réhaussé de bruits de nature et nappes synthétiques aux effets particulièrement lénifiants en position allongée, les yeux rivés vers le plafond ou un ciel d'azur. **O.L.**



G. ALMONT

Stream parfait «Tout simplement noir», comédie dell'Arte

Révéla en 2011 par son film autoproduit et sorti direct en vidéo, *Sans pudeur ni morale*, Jean-Pascal Zadi a encore mis près d'une décennie pour parvenir à financer *Tout simplement noir*, qui va enfin lui permettre d'accéder à la notoriété et le voir ensuite enchaîner les projets (*En place*,

la série pour Netflix, *Fumer fait tousser* de Quentin Dupieux...). Interprétant ici un comédien loser recalé des casting, militant anti-raciste pas hyper structuré dans son combat, Jean-Pascal Zadi parvient

à faire rire et réfléchir en même temps en jonglant avec tous les archétypes du racisé se confrontant dans un chaos hilarant aux diverses luttes minoritaires (afroféminisme, universalisme color-

blind...) aussi bien qu'aux incompréhensions exaspérées de quelques figures de la diversité en vue (Fary, Omar Sy, Joey Starr, Fabrice Eboué...).

DIDIER PÉRON

Tout simplement noir sur Arte.fr, gratuit jusqu'au 7 janvier.

Visite amicale



LEE FRIEDLANDER, FRAENKEL GALLERY

Epouse du cinéaste Joel Coen, Frances McDormand a encouragé son mari dans ce projet autour du photographe Lee Friedlander (90 ans). L'actrice a même signé un texte dans le catalogue de l'expo montrée à New York – la même que celle de Luma –, comparant le cinéaste et le photographe : « Ils capturent et remplissent des cadres d'images parfois simples, parfois chaotiquement élaborées, qui nous poussent tous à nous interroger. Non pas pour les faire défléter et les zapper mais pour s'interroger. Et peut-être pour faire entrer dans notre tête des choses auxquelles nous n'avions jamais pensé... » En sélectionnant les tirages de Lee Friedlander, Joel Coen s'est amusé des lignes, des fractures dessinées par un drapeau, une rambarde ou un poteau. Dans les dérives urbaines du photographe, des années 60 à nos jours, le cinéaste a aussi repéré des échos, des reflets, des ombres et des cadres dans le cadre, simples carrés blancs, vitrines ou rétroviseurs. Séduit par ce projet, Maja Hoffmann a acheté tous les tirages pour les exposer en Europe. Un vrai plaisir visuel en forme de marabout, bout de ficelle... **CLÉMENTINE MERCIER**

LEE FRIEDLANDER FRAMED par Joel Coen, La Tour Luma à Arles, jusqu'au 29 septembre.

La cerise sur le gâteau



torise pourtant à ne jamais pointer son nez dehors, préférant humer l'air des musées (Hugo Pernet peint d'abord sur tablette numérique avant de transposer son image sur toile à l'aide d'un projecteur). De Camille Corot à Alfred Sisley, réels adeptes, quant à eux, de la peinture de plein air mais dont Pernet n'a conservé que les signatures. Et jusqu'à Picasso, l'outsider qui n'avait cure du paysage, qui s'est inopinément glissé dans cette exposition d'écrit à travers deux tableaux jumeaux : *Couleuvre bleue* et *Couleuvre rose*. Une promenade dans l'histoire de l'art.

CLAIRE MOULÈNE

Tout fait mouche dans cette exposition de Hugo Pernet, peintre et poète dijonnais tout juste quadra. Au Café des Glaces, château de Versailles miniature de la ville de Tonnerre (dans l'Yonne), Pernet donne dans le « paysagisme ». Un quasi-néologisme qui lui permet de peupler sa ligne de crête (les tableaux ici présentés sont tous suspendus sur une ligne droite comme sur une corde à linge) de pissenlits, lynx et gentianes bleues stylisés à la manière de pictogrammes. Mais aussi d'illustres compagnons de route pour ce tour d'horizon à 380 degrés de la peinture de paysage qui s'au-

PAYSAGISME de HUGO PERNET Jusqu'au 12 octobre au CDG Tonnerre (Yonne)

Crisp scroll



JJ VON PANURE

Leila Fromaget et Anastasia Gaspard ont une marotte bien spécifique : les feves. Depuis six ans, les deux artistes confectionnent des mini-céramiques à glisser ou non dans des galettes et dont on peut contempler l'extraordinaire variété sur leur compte Instagram.

@jvonpanure : chewing-gums, mégots, capuchons de Bic, musaraignes, dents, voitures en flammes...

MARIE KLOCK

JJ Von Panure - Expo du 12 septembre au 31 octobre à la galerie Tator (Lyon).

Dites-le avec une punchline



Ne dites pas : « J'apprécie les femmes de caractère »

Dites : « Elle est trop faible, elle veut d'amour, elle n'aura ni ça ni l'anneau/Car depuis p'tit, j'aime les sorcières, j'aime les Alyssa Milano »

404billy, « Mouton Noir »

REVEZ-NOUS (6/8)

Plus jamais ça

Simone Veil Avec la grande Européenne, n'oublions pas la leçon de la Shoah et défendons sans complaisance le droit à l'existence d'Israël.



Madame, longtemps, vous m'êtes restée lointaine. Avec votre chignon impeccable, vos tailleurs Chanel et votre vision lustrée, vous m'intimidiez. Votre beauté, couplée à une certaine froideur, vos titres de gloire, de la loi légalisant l'avortement au Conseil constitutionnel, en passant par la présidence du Parlement européen, et jusqu'à votre entrée au Panthéon : tout concourait à ce que je me sente toute petite à vos côtés. J'étais plus proche de Marcoline (Loridan-Ivens), « votre copine de Birkenau » à la crinière rouge pétard, avec qui j'ai eu la chance de partager une vodka, des haricots et nos angoisses face au retour de l'antisémitisme avant sa mort en 2018, un an après vous. Et puis, il y a trois ans, un biopic est sorti : *Simone, le voyage du siècle*. Croyant tout connaître de vous, j'y suis allée uniquement pour ma fille aînée, pour son édification en quelque sorte. Et le film d'Olivier Dahan m'a révélé un autre visage de vous derrière votre apparence de bourgeoise des beaux quartiers, d'épouse d'un grand patron : votre profonde humanité. Cette humanité qui, depuis le 7 Octobre, fait atrocement défaut. Cette humanité qu'en toutes circonstances, vous incarniez, et qui doit aujourd'hui nous inspirer.

Dans le biopic de Dahan, une scène m'a marquée. Ministre de la Santé, vous devez faire l'ouverture du JT à l'hôpital Broussais, où sont soignés des malades du sida. On est en 1994, l'épidémie fait rage et les préjugés aussi : votre vieil ennemi Jean-Marie Le Pen veut enfermer les « sidiques », qu'il a comparés en 1987 aux lépreux, dans un « sidatorium ». Il est prévu qu'à 20 heures, vous sortiez d'une chambre « comme si » vous veniez de vous entretenir avec un malade. Mais vous refusez de faire comme si. Comme l'a raconté le militant Tim Greacen dans *Libération*, vous insistez pour rencontrer un malade. On vous en trouve un, David. Vous vous as-

LE PORTRAIT

seyez à son chevet et exigez d'être seule. À 19h55, on tape à la porte, mais vous renvoyez l'équipe de télé. « Faites que ces gens s'en aillent », lancez-vous. Quand vous sortez enfin de la chambre, votre visage est bouleversé. La maigreur de cet homme, son corps décharné, vous a rappelé Auschwitz. Et Tim Greacen nous apprend que vous reviez plusieurs fois rencontrer les malades et faire « ce que nous faisons aussi, donner de notre temps, écouter, réconforter, discuter, apporter de la vie ». Le film vous montre aussi rencontrant des toxicomanes, pas effrayés de leurs bras piqués, de leur maigreur. On pourrait

multiplier les exemples à l'envi, de votre action, alors que vous n'êtes qu'une petite magistrate, pour humaniser les prisons françaises ou les pouponnières de l'Assistance publique, à votre mobilisation pour sauver les prisonniers du FLN des griffes des pro-Algérie française. En particulier Djamilia Boupacha, torturée et violée, qui échappera à ses bourreaux grâce à vous. Au moment de votre mort, le président de l'Algérie a d'ailleurs tenu à vous rendre hommage.

Sans oublier, bien sûr, la célèbre loi qui porte votre nom : à travers le droit à l'avortement, vous défendez les femmes des classes populaires qui n'ont pas les moyens d'aller se faire avorter à l'étranger ou en clinique, au risque de rester « mutilées à jamais ». Il faut noter que vous avez toujours veillé à « embarquer » la société pour éviter tout retour de bâton par exemple en autorisant les médecins à invoquer la clause de conscience. Femme de compromis, vous étiez soucieuse que les réformes sociétales que vous appelez de vos vœux ne soient pas faites « à son de trompe » pour éviter d'« amener » leurs opposants. La leçon n'a pas été retenue pour le mariage pour tous ou l'activisme actuel en faveur de la gestation pour autrui.

Vous combattez donc l'injustice partout, sous toutes ses formes, indifférente à l'origine ou au milieu social.

Qu'auriez-vous dit au sujet du 7 Octobre ? Puis de la guerre lancée en retour par Israël, et des morts par dizaines de milliers causés par cette riposte sans fin d'Israël contre un territoire où le Hamas a fait de son infiltration parmi la population ci-

La situation politique générale étant assez désespérée, Libération ressuscite des personnalités françaises disparues pour qu'elles reprennent les choses en main.

vile une stratégie ? Compliqué de faire parler les morts. Mais je vous ai lue, je vous ai écoutée, et j'ai interrogé votre petit-fils. Attachée de manière indélébile à l'existence d'Israël, vous auriez probablement défendu son droit à se défendre. Mais pas de soutien inconditionnel, chez vous : en 1982, vous aviez exprimé des réserves (en privé) sur l'invasion israélienne du Liban. Vous auriez donc, sans doute, élevé la voix en rappelant à son gouvernement la nécessité de tout faire pour épargner les vies civiles gazaïques, comme vous l'avez fait pour l'ex-Yugoslavie, le Rwanda ou le Darfour. Et cela, en évitant tout manichéisme et toute « banalisation » de la Shoah. C'était votre grande crainte, ça, la « banalisation » : Sabra et Chatila, Srebrenica, c'étaient de terribles massacres, mais ce n'était pas la Shoah. Aujourd'hui, chère Simone, il est devenu très banal, hélas, non plus seulement de comparer l'incomparable mais de faire des Juifs, victimes du génocide, des génocidaires.

Dans notre époque polarisée à l'extrême, votre voix manque, vous qui étiez centrée par refus des extrêmes. Jamais d'indignation sélective chez vous, de « deux poids deux mesures », jamais de sectarisme, non plus : vous avez d'ailleurs toujours voté en votre âme et conscience, en fonction du candidat qui sollicitait vos suffrages. À condition qu'il ne soit ni communiste, ni gaulliste. Vous avez adhéré à l'UDF en 1995 mais en êtes partie après une dispute avec François Bayrou sur l'immigration : il vous trouvait trop gauchiste. Et, bien sûr, vous avez combattu sans relâche l'extrême droite. Qui peut oublier votre « Vous ne me faites pas peur. Pas peur du tout ! J'ai survécu à bien pire que vous ! Vous n'êtes que des SS au petit pied », prononcée d'une voix vibrante de colère, face à des militants du Front national qui avaient perturbé votre meeting ?

Pour finir, il me faut dire un mot de votre engagement pour l'Europe. Oh, si vous saviez combien elle a été malmenée, pendant la dernière campagne, et a servi de prétexte, à certains à gauche, à dresser un réquisitoire obsessionnel contre Israël. Et pourtant, c'est extraordinaire, l'Europe, quand on y pense. C'est la paix entre les peuples, et d'abord entre la France et l'Allemagne. L'Union européenne est née de la Shoah, ne l'oublions pas. Elle est née de la volonté d'une poignée de survivants et de résistants que « plus jamais ça » n'arrive. Elle vous doit tant, Madame. « Quand je regarde ces soixante dernières années, c'est ce que j'ai fait de mieux », disiez-vous. Sur votre épée d'académicienne, vous aviez fait graver votre numéro de déportée et la devise de l'Union européenne : « *Unité dans la diversité* ». C'était le message de la cérémonie d'ouverture des JO où vous avez émergé de la Seine, pour notre plus grand bonheur. Hélas, avec votre chignon, qui, je le sais maintenant, ne vous a jamais empêchée d'avoir un cœur gros comme ça. ♦

Par ÈVE SZEFTEL
Photo AFP